

Trois ouvriers assassinés

La hargne patronale et les crimes racistes

Rouge

Convergence 84

C'est parti !

p 10

M 1578 N° 1135 6,50F

Hebdomadaire de la Ligue communiste révolutionnaire (IV^e Internationale)

16 au 22 novembre 1984

Nicaragua



Un peuple libre

en danger

L'épreuve de force en Afrique du Sud

Par Jean-Jacques Laredo

L'armée et la police sud-africaine ont à nouveau quadrillé les cités-dortoirs où vivent les travailleurs noirs et leurs familles, exclus des villes blanches. Cinquante personnes ont ainsi été arrêtées dans un faubourg de Johannesburg, cœur industriel du pays. Botha, sacré président après la mascarade des élections raciales, pense endiguer ainsi la vague de protestation que connaît l'Afrique du Sud. Les masses noires d'Afrique du Sud en ont assez de l'apartheid et le font savoir. Elles le font même savoir si fort que les organisations ouvrières et démocratiques françaises ne pourront pas prétendre ne pas les avoir entendues. Les émeutes de la province du Transvaal ont fait plus de cents morts depuis le début septembre. La jeunesse scolarisée boycotte ses cours depuis plusieurs mois par centaine de milliers. Les syndicats indépendants ont appelé, avec les autres organisations qui luttent contre l'apartheid, à une grève générale de 48 heures la semaine passée. Les affrontements de ces deux journées ont fait 31 morts. Devant le caractère massif de ce mouvement, Botha s'en est pris en particulier à des dirigeants syndicaux. Parmi eux, Chris Dlamini, président de l'une des fédérations non raciales les plus puissantes, la FOSATU. En le faisant emprisonner le régime fait plus qu'une manœuvre d'intimidation. Il choisit de frapper au sommet l'organisation dont la réputation de solidité s'est forgée au travers des cinq dernières années, en particulier dans la métallurgie, l'automobile et le textile. C'est plus qu'un avertissement. Comprendons bien qu'il s'agit d'un pas supplémentaire vers une épreuve de force inéluctable. Un nouveau mot d'ordre de grève nationale de 48 heures a été lancé pour riposter aux arrestations. Plus que jamais les travailleurs du monde entier doivent répondre présents à l'appel des travailleurs sud-africains, ne serait-ce que parce qu'ils ont les mêmes patrons. Quelque chose a changé en Afrique du Sud. Mais ce n'est pas l'apartheid, c'est la détermination des opprimés de ce pays d'en finir avec lui.

MINISTERE DES FINANCES Béré, hors-la-loi

Bérégovoy et la direction de son ministère sont « hors la loi » ! C'est la seule constatation que peut faire le personnel de service du ministère des Finances. En grève lundi 5 novembre, avec le soutien de la CGT, la CFDT et de FO, 90 % des sept cent cinquante salariés concernés revendiquent l'application de la semaine de 39 heures au lieu des 41 h 30 qui leur sont imposées. La grève est reconductible, les décisions sont prises en assemblée générale. FO retirera rapidement « ses billes » et freine le mouvement à l'aide de la hiérarchie. Béré déclare que l'application des 39 heures est possible dans les mois à venir. Il se serait temps ! Puis il fait volte-face.

La revendication ne concernant pas seulement les personnels de service du ministère des Finances — mais également ceux de l'Education nationale, de l'Equipement... — elle ne pourra être réglée qu'au niveau de l'ensemble de la fonction publique.

Le prétexte est fantastique. Les 39 heures ne devraient-elles pas être appliquées d'autant plus rapidement que des milliers de salariés de l'Etat sont concernés. Pour un membre du gouvernement c'est bien le moins que l'on soit en droit d'exiger !

BUDGET MILITAIRE Le PCF approuve toujours

Surprise heureuse pour Charles Hernu lors du débat sur les crédits militaires à l'Assemblée. Cette fois encore, les élus du PCF ont apporté leur contribution à l'effort de la guerre de l'impérialisme français, sans trop se faire prier. Ils ont voté en compagnie des élus socialistes, quelques 150 milliards de crédits aux armées.

Le PCF est depuis longtemps un parti national qui a remis au musée des accessoires d'une histoire qui n'est plus la sienne, l'internationalisme communiste et la lutte contre le militarisme. Mais au moins, pouvait-on s'attendre cette année à une abstention de ses élus, voire à un vote négatif, sur les crédits de guerre, en raison de l'austérité que prétend combattre le PCF et de l'orientation ouvertement militariste et atlantiste du gouvernement Mitterrand-Fabius. Il n'en a rien été. Le PCF n'a pas franchi le rubicon de la sacrosainte défense nationale, quitte

pour ce faire, à porter un sérieux coup à sa crédibilité lorsqu'il dénonce la politique d'austérité imposée aux travailleurs, ou bien encore, lorsqu'il prétend lutter pour la paix face au surarmement.

Un vote, en tout cas, qui vient à point pour jeter un éclairage cru sur ce prétendu parti des luttes, que certains ont cru déceler dans la silhouette du parti de G. Marchais.

CENSURE Quand une municipalité PCF interdit « la Question »

La municipalité communiste de Martigues, près de Marseille, a interdit la projection du film *la Question* à l'occasion du trentième anniversaire de l'insurrection algérienne du 1^{er} novembre 1954.

Motifs invoqués : « *Le climat de tension actuel créé par cet anniversaire* », « *cette manifestation pourrait être mal ressentie par les familles des victimes civiles et militaires de ce conflit* », « *cette manifestation risquerait de donner prétexte à des réactions racistes et par conséquent, troubler l'ordre du public* ».

Les élus du PCF à Martigues ne manquent pas d'air. Avant tout, soucieux de leur cote électorale, à l'image de leurs collègues social-démocrates, ils sont prêts à céder aux pressions des nostalgiques de « l'Algérie française ». Quitte pour cela à interdire dans leur commune, la projection du film de L. Heynemann, tiré du livre du militant communiste Henri Alleg, qui traite de la

torture pratiquée à grande échelle par l'armée française contre les combattants et la population algérienne.

Compromission électorale, petite lâcheté... Comment attendre après cela du PCF une riposte énergique à la campagne raciste de l'extrême droite, une riposte qui suppose que l'on revendique haut et fort, la légitimité de la lutte du peuple algérien contre l'impérialisme français. Assurément, telle n'est pas la préoccupation première des élus du PCF à Martigues

SMG Un « bide » pour G. Dufoix

Le syndicat de la médecine générale (SMG) a réuni son congrès à Avignon. Quelques deux cents congressistes ont à cette occasion pris connaissance d'un nouveau mauvais coup du pouvoir, puisque celui-ci a délibérément privé de la représentativité qui lui revenait, le syndicat de gauche des médecins généralistes.

Prenant acte de cette décision politique scandaleuse, le congrès devait déclarer : « *Derrière les prétextes invoqués, il s'agit en fait d'un mauvais coup porté à la protection sociale et à l'égalité de l'accès aux soins des assurés : une convention discutée uniquement par des partenaires médicaux opposés au maintien d'un système conventionnel réel constitue, avant même l'ouverture des négociations, une capitulation idéologique devant tous ceux qui veulent s'attaquer à la prise en charge collective des dépenses de santé* ».

Mais les médecins de gauche

en colère n'en sont pas restés là. Ils ont organisé l'occupation symbolique de la préfecture d'Avignon et reçu, comme elle le méritait, la représentante du gouvernement. Georgina Dufoix, a en effet eu la désagréable surprise de voir le congrès unanime se lever et quitter les lieux avant même qu'elle ait commencé son allocution. L'attitude du gouvernement ne laissait guère le choix au SMG — un exemple à suivre que méditeront sans doute l'ensemble des organisations syndicales ouvrières représentées à ce congrès.

LIMOGES A propos de Georges Guingouin

Un film sur Georges Guingouin, dirigeant de la Résistance dans la région, membre du PCF, exclu après la guerre, sera diffusé sur les antennes de FR3 région (Limousin, Poitou, Charentes) les 15 et 28 novembre de 18 à 19 heures. « *Il est intéressant de noter, explique notre correspondant, que Guingouin y fait de grandes révélations sur le PCF local et que cette diffusion risque de soulever quelques réactions notoires.* »



Avec un film réalisé à Dreux par le Collectif audiovisuel de la LCR : « La ballade de Khader ». Soyez à l'écoute

ABONNEMENT A DOMICILE			Nom _____
	FRANCE DOM-TOM	ETRANGER	
1. AVEC LA PRESSE DE LA LCR 52 Rouge + 11 Critique communiste + les numéros hors série de Critique communiste	450 F	500 F	Prénom _____
2. SIX MOIS D'EXPERIENCE DE L'HEBDO ROUGE 6 mois = 24 numéros	160 F		Adresse _____
3. CONNAITRE LE MENSUEL CRITIQUE COMMUNISTE 1 an = 11 numéros	150 F	170 F	Formule choisie _____
4. CAHIERS DU FEMINISME 5 numéros	65 F	75 F	Règlement à l'ordre de PEC, 2, rue Richard-Lenoir 93100 Montreuil Tél : 859 00 80
5. INPRECOR 1 an = 25 numéros	250 F	250 F	
Abonnements par avion : nous consulter			

Rouge

- Edité par la société Presse-Edition-Communication (PEC)
- Imprimerie Rotographie, Montreuil. Tél : 859 00 31
- Directeur de publication : Christian Lamotte
- Commission paritaire 63922
- Rédaction-administration : 2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil. Tél : 859 00 80 (lignes groupées)

NICARAGUA

L'escalade

L'administration Reagan vient de déclencher une escalade en Amérique centrale. Au-delà des prétextes invoqués, c'est la révolution nicaraguayenne que l'impérialisme entend briser. Tous ceux qui sont attachés au droit des peuples doivent, sans délai, se mobiliser et construire une vaste chaîne de solidarité

Nul ne peut désormais en douter : l'administration américaine vient de s'engager dans une escalade militaire en Amérique centrale. En point de mire : le Nicaragua libre. Depuis plusieurs jours, des navires de guerre croisent dans les eaux territoriales du pays. Quotidiennement, des avions survolent la capitale, dans le but évident d'intimider la population. Et, officieusement, on fait état, à Washington, de l'arrivée au Honduras de troupes de la 82^e Division aéroportée à la base de Palmerola, ainsi que de la mise en alerte de la 19^e Brigade d'infanterie aéroportée, l'une des meilleures unités de choc des Etats-Unis.

Pour justifier cette montée de la tension, Reagan invoque un prétexte aussi peu crédible que les arguments mis en avant, il y a un an, lors de l'invasion de l'île de la Grenade. Cette fois, les officiels américains dénoncent la livraison de Mig 21 soviétiques à l'armée nicaraguayenne. Comme si quelques avions d'un modèle déjà ancien, pouvaient réellement menacer la sécurité de la première puissance militaire de la planète !

Prétextes fallacieux

Il y a quelque chose de révoltant à entendre la Maison-Blanche contester aux autorités de Managua, le droit d'acquérir l'armement de leur choix. Le Nicaragua est aujourd'hui un pays encerclé. Au Nord, plusieurs milliers d'anciens gardes somozistes se sont regroupés. Armés, équipés et financés par la CIA, ils mènent des opérations de harcèlement, en étroite collaboration avec l'armée du Honduras. Au Sud, les forces de l'ARDE (Armée révolutionnaire démocratique) d'Eden Pastora complètent ce dispositif, en agissant à partir du Costa-Rica.

Le pays est en outre entouré de capitales hostiles qui donnent asile à d'importantes forces américaines. Neuf mille soldats stationnent en permanence au Panama. Depuis 1982, le Pentagone a construit près de vingt bases stratégiques au Honduras et y a installé trois radars permettant de surveiller tous les pays de la zone. A Cuba, Washington dispose toujours de la base aéronavale de Guantanamo où séjournent 2 300 hommes. Enfin, à Key West en Floride, le quartier général des armées des Caraïbes et du Golfe de Mexico regroupe 3 500 soldats et cinquante avions.

Qui est réellement menacé dans cette région ? Les Etats-Unis avec une puissance de feu sans cesse renforcée ? Ou le Nicaragua, pays de trois millions d'habitants, qui doit faire face à une agression permanente qui épuise son économie ? Il n'est pas inutile, à cet égard, de rappeler que, de-

puis le début de l'année, l'action de la « contra » a occasionné des destructions évaluées à deux cents millions de dollars (soit le tiers des exportations) et que les dépenses affectées à la défense du territoire constituent le quart du budget national.

Le premier test du redéploiement américain

Derrière les prétextes utilisés, l'administration Reagan poursuit un seul objectif : faire la démonstration de sa volonté de restaurer la puissance de son empire. L'isthme centre-américain possède en effet une importance géostratégique capitale, en raison de plusieurs points de passage entre les deux océans, Pacifique et Atlantique. La moitié du commerce extérieur des USA et le quart de leurs importations en hydrocarbures transitent par ce que Reagan nomme lui-même, son « arrière-cour ». La capacité de l'impérialisme d'y garantir sa domination est donc un test majeur, dans lequel se joue la crédibilité de son redéploiement international. Un échec, la stabilisation d'un nouvel Etat ouvrier (le se-

cond après Cuba) aux frontières mêmes des Etats-Unis, atteindrait durablement la prétention de Washington à imposer son hégémonie sur le bloc occidental. Ainsi s'expliquent les récents propos du secrétaire à la Défense, Caspar Weinberger : « Il est clair que Cuba est un gros problème et qu'un second Cuba multiplierait par deux ce genre de problèmes. »

Tout sera donc mis en œuvre pour briser la révolution nicaraguayenne. C'est un véritable plan d'intervention qui est actuellement élaboré. Le *New-York Times* indiquait le 12 novembre que se discutaient « au plus haut niveau du gouvernement, des mesures diplomatiques et militaires, incluant le rappel de l'ambassadeur américain au Nicaragua, l'organisation d'un blocus naval des approvisionnements militaires, une augmentation de la fréquence et de l'ampleur de manœuvres militaires en Amérique centrale et, si le Congrès l'approuve, une reprise de l'aide aux rebelles nicaraguayens. »

Plus précis, l'envoyé spécial du *Monde* évoquait le lendemain, l'éventualité d'« une attaque aérienne brutale et rapide pour endommager le potentiel militaire nicaraguayen et tout particulièrement la piste pas encore tout à fait terminée de Punta Hueta (au Nord de Managua)... » Et il précisait les conditions politiques dont les Etats-Unis pourraient assortir leur offensive : « Retrait immédiat du matériel soviétique éventuellement qualifié d'offensif par Washington, évacuation immédiate des conseillers militaires des pays de l'Est et de Cuba, acceptation d'un plan de "démocratisation" avec de nouvelles élections générales d'ici un an, abandon réel de l'alliance avec l'Union soviétique et Cuba, retour au véritable pluralisme politique... »

Voilà qui a le mérite de la clarté. Avec le plus grand cynisme, le vice-président

américain vient de déclarer : « L'intervention directe n'est pas à l'ordre du jour ». Autant dire qu'une intervention indirecte est en préparation. Et compte-tenu des moyens mis en œuvre, cette dernière s'inscrit de toute évidence dans une escalade qui ouvre la voie à une véritable invasion du Nicaragua.

L'urgence de la solidarité

Reagan a-t-il les moyens d'une telle stratégie ? Certaines fractions de l'équipe républicaine peuvent le penser, après l'ampleur de la victoire de Reagan le 6 novembre. Celles-là peuvent être tentées de pousser leur avantage en profitant de l'effet international de la dernière élection présidentielle. Un débat semble ouvert au sommet de l'Etat américain. L'article déjà cité du *New-York Times* indique à ce propos : « Les officiels partisans d'une intensification de la pression diplomatique et militaire sur le Nicaragua sont concentrés au département de la Défense et à la CIA. Leurs vues sont généralement partagées par plusieurs membres du Conseil de sécurité de la Maison-Blanche ».

Deux choses peuvent aujourd'hui faire reculer Washington. D'abord la détermination du peuple nicaraguayen qui attend de pied ferme ses agresseurs (voir page 4). Ensuite, l'action des peuples, qui risque de l'isoler sur la scène internationale.

Rien n'est plus urgent que d'agir dans l'unité la plus large pour arrêter le bras de l'impérialisme. Partout, sur les lieux de travail, dans les villes et les quartiers, doit se construire la chaîne de la solidarité. Aucune hésitation n'est admissible. Car c'est la liberté de tout un peuple, c'est son droit à déterminer son destin qui se jouent.

Christian Picquet



Passez vos commandes

Le 29 septembre
un supplément

Contre le racisme
Egalité des droits

Manifestation mardi 20 novembre

18h30, place de la Concorde

A l'appel des Comités de Solidarités avec le Nicaragua, le Salvador et le Guatemala

INTERVIEW D'ALAIN KRIVINE, DE RETOUR DU NICARAGUA

«La population entière va être armée»

Notre camarade Alain Krivine se trouvait à Managua ce lundi 12 novembre où la mobilisation populaire se développe face à la menace d'invasion. Nous reviendrons la semaine prochaine sur le séjour au Nicaragua d'une délégation de la IV^e Internationale invitée par le FSLN.

● Peux-tu revenir sur les leçons des élections nicaraguayennes ?

Ces élections avaient une double fonction. Au plan externe, il s'agissait de briser l'isolement diplomatique et économique du Nicaragua face à la menace de l'invasion américaine. De ce point de vue le résultat est positif. Si l'attitude des USA demeure identique, la liberté totale qui a entouré ces élections légitime la révolution sandiniste.

Sur le plan interne, ces élections attestent la popularité du FSLN et ont valeur d'éducation politique de la population. Cette révolution s'est montrée capable de prendre les armes mais aussi de rendre au peuple sa dignité.

Elles ont également démontré l'absence de tout programme alternatif des partis de droite qui se présentaient. Ceux-ci ne se permettent pas de remettre en cause les conquêtes mais épousent démagogiquement le mécontentement. En particulier, ils exploitent négativement les difficultés réelles d'approvisionnement ou l'obligation du service militaire.

● Comment se dessinent les rapports de forces dans le pays face à la menace d'invasion ?

La menace, qui vient plus directement

« Ma famille a toujours voté conservateur, mais j'ai mon fusil pour défendre la révolution. »

des Américains que de la « contra », polarise le pays. Elle provoque une mobilisation qui rassemble quasiment toute la jeunesse et une grande majorité de la population.

Face à cela il y a une minorité significative qui soutient la « contra », au sein de la bourgeoisie mais aussi de la paysannerie, notamment du Nord.

Cette minorité s'est traduite par une partie des abstentions et des bulletins nuls. Les votes pour les partis de droite traduisent plus un mécontentement face au

Front que l'appui à la « contra ». Ils reflètent aussi les traditions électorales. A 40 km de Managua j'ai vu un paysan milicien m'expliquer : « Ma famille a toujours voté pour le Parti conservateur démocrate, mais j'ai mon fusil pour défendre la révolution. » En pratique les deux forces d'opposition de droite ayant

« Tous les projets économiques sont hypothéqués par les préparatifs d'invasion. »

une infrastructure significative sont le COSEP patronal et la haute hiérarchie catholique. Le représentant de cette dernière déclarait après l'assassinat de six enfants par la « contra » : « Les agressions contre les corps sont moins graves que les agressions contre les ames. »

● Quelles sont les conséquences de l'agression économique sur le cours de la révolution ?

Le gouvernement doit faire face à de nombreuses difficultés. La « contra » poursuit sa politique d'incendie de coopératives et de centres de production. Pour y répondre, en plus des dispositions militaires, les sandinistes limitent la base sociale des « contras » en accentuant la réforme agraire par la mise en place de fermes d'Etat et surtout de coopératives. Dans les villes ils sont confrontés au marché noir et à la spéculation.

Les mesures prises ont été le contrôle des prix de production des produits de première nécessité et la garantie d'une alimentation minimale. Contrairement à ce que raconte la presse ce ne sont pas des cartes de rationnement mais des cartes de garantie d'alimentation qui ont été instaurées.

Tout les plans et projets économiques sont hypothéqués par les préparatifs d'invasion. Le ravitaillement est très perturbé et le gouvernement doit tout sacrifier « pour la défense ». Le café, dont l'exportation procure le tiers des rentrées en devises fait partie de la bataille économique. Le commandant Wheelock a annoncé aux 12 000 lycéens et étudiants, qui devaient mettre à profit les vacances scolaires pour la récolte, qu'ils étaient mobilisés pour la défense de Managua. C'est un coup terrible, la moitié de la récolte sera perdue. Mais déjà un millier d'Américains se sont portés volontaires pour aller faire la récolte dans ces zones de guerre à la frontière du Honduras.

● Comment se mobilise la population devant la menace ?

Déjà lors des élections, la riposte aux

« Toutes les structures d'autodéfense populaires sont en place. »

prétentions de la « contra » a été spectaculaire. Celle-ci voulait s'emparer de la ville d'Esteli à la veille du scrutin. La ville entière s'est mise sur le pied de guerre et les habitants ont aussitôt creusé des tranchées... Les « contras » n'ont pu attaquer que onze des 3 800 bureaux de vote.

La menace véritable vient des préparatifs américains : bâtiments de guerre devant le port de Corinto et passagers quotidiens d'avions supersoniques, à la fois pour espionner mais aussi pour

Soutien à la révolution nicaraguayenne

Meeting LCR

12 décembre, 20h, Mutualité

Avec Alain Krivine, de retour du Nicaragua et de nombreuses personnalités invitées



intimider la population.

Ce matin-même le ministère de la Défense a publié un communiqué (cf. ci-contre) pour décréter l'Etat d'urgence : toutes les structures d'autodéfense populaires sont en place, des milices aux services de premiers secours. Des chars sont placés aux points stratégiques, les batteries de DCA sont déployées et dans toutes les villes les militants des CDS creusent tranchées et abris.

● Alors, comment empêcher cette invasion qui semble de plus en plus imminente ?

Les Etats-Unis ne peuvent supporter cette révolution. Pour Reagan la question est comment la détrui-

nagua va être armée. De plus le FSLN a préparé une solution de repli dans les montagnes et de guerilla, comme il le faisait sous Somoza.

Tomas Borge a déclaré aujourd'hui : « S'il y a une invasion, il faut que les Américains sachent qu'il n'y aura plus de frontières en Amérique centrale. » L'invasion américaine

« S'il y a une invasion, il n'y aura plus de frontières en Amérique centrale. »

mettrait le feu à toute l'Amérique centrale.

L'autre facteur décisif, ce sont les pressions internationales, sur lesquelles le FSLN compte beaucoup : chaque action de solidarité est citée ici, mais force est de constater la faiblesse du soutien en Europe.

Cette révolution que l'on veut étrangler constitue un test mondial. Les Nicaraguayens ne comprennent pas les campagnes haineuses menées contre eux. Pourquoi leur refuser le droit de se défendre quand les USA arment leurs agresseurs ?

Le peuple nicaraguayen a conscience de vivre une expérience, sans pareil, de développement de la démocratie dans une révolution assésée. Briser son isolement est décisif.

Propos recueillis au téléphone par Jean Falimo et Jean-Jacques Laredo

Communiqué d'urgence n°1

Devant la gravité des menaces d'agression militaire et suivant le communiqué du gouvernement du 7 novembre qui fixe le cadre de la mobilisation nécessaire pour la défense de la patrie, le ministère de la Défense informe notre peuple des mesures suivantes :

1. Sont mises en état d'alerte sur l'ensemble du territoire national, toutes les unités de combat permanentes terrestres navales et aériennes, toutes les unités de réserve et les Milices populaires sandinistes.
2. Pour assurer avec le peuple combattant la défense de la capitale, le haut commandement a ordonné dès l'aube d'au-

jourd'hui, le déploiement des unités blindées et mécanisées appartenant aux troupes terrestres de la capitale.

3. Tous les réservistes et les miliciens de la région militaire III recevront dans leurs unités les instructions correspondantes de façon à se tenir prêts à engager les missions de combat qui leur reviennent.

4. Les milliers de jeunes des bataillons étudiants de production, non mobilisés pour la récolte de café mais intégrés dans les nouvelles unités de combat, continueront à recevoir leurs orientations du commandement de la région militaire III. Managua, le 12 novembre 1984.



FLEXIBILITE DU TEMPS DE TRAVAIL

Le sale boulot

Au nom d'un « nouveau modèle d'organisation du travail », le patronat veut tout à la fois le développement des statuts précaires et une disparition des garanties de la loi de 1936 définissant la semaine de travail en cinq jours. Il paraît que nous devrions nous aligner sur « l'exemple » japonais. Mais les syndicats acceptent, depuis des mois, d'en discuter.

En exigeant la « flexibilité » de l'emploi, les patrons poursuivent un objectif qui, pour eux, date de la fin des années soixante : multiplier les situations diverses dans la classe ouvrière pour combattre la tendance à l'unification vers le haut qui avait été perçue en période de plein emploi relatif. Pour cela, dès avant 1968, ont été testées les formes d'emplois précaires : intérim, contrat à durée déterminée, mise en concurrence des sous-traitants. Le développement du chômage aidant.

Mais il restait un butoir : la grande masse des travailleurs s'abritait derrière les acquis de 1936 ; les patrons devaient payer plus cher tout travail de week-end ou de nuit, traité par le Code du travail comme des exceptions à la loi et donc recevables d'un traitement en conséquence. François Ceyrac, vice-président du CNPF, le 12 avril 1978, tirait des leçons de l'échec électoral de la gauche au mois de mars précédent. « La loi de 40 heures, déclarait-il au *Républicain lorrain*, et sa réglementation des heures supplémentaires avec ce compartimentage administratif et étrié ne sont plus adaptées à notre époque ». Ainsi débutait la « négociation Giraudet », — du nom du haut fonctionnaire qui présidait ses « travaux ». Elle devait échouer en 1980 : la CGT refusait et, malgré la bonne volonté de la direction de la CFDT, celle-ci devait tenir compte des réactions hostiles de ses militants.

Cette affaire avait suscité à l'époque des prises de positions quasi unanimes des partis de gauche. Tant Mitterrand que Marchais, d'ailleurs, ont fait leur campagne électorale de 1981 en jouant les « champions des 35 heures ». Et François Mitterrand, répondant à une *Lettre ouverte* de la JOC (Jeunesse ouvrière chrétienne) avait donné des réponses explicites. « Je me propose de faire adopter les dispositions suivantes, que le Parti socialiste a depuis longtemps proposées au Parlement : la

limitation du travail intérimaire au strict nécessaire, sous le contrôle de l'ANPE, entièrement refondue et démocratisée, qui aura le monopole du placement, la suppression du contrat de travail à durée déterminée et autres formes diverses de précarité. »(1)



Le ministre Michel Crépeau affirmait, dans une interview à *Libération* la volonté d'« assouplir les principes du droit social que les luttes syndicales ou les victoires de la gauche ont imposé ». Ben voyons !

Il ajoutait : « Je comprends bien votre révolte » et annonçait « le passage progressif et négocié, branche par branche, aux 35 heures sans perte de pouvoir d'achat ».

Ces engagements comportaient « une erreur ». Pas celle que dénonçaient les Jacques Delors et autres Edmond Maire, qui souhaitaient « plus de réalisme » sur les « difficultés de notre économie ». Une erreur beaucoup plus fondamentale : celle

de croire pouvoir, en période de crise, concilier les intérêts des travailleurs et ceux du patronat. En fait, il n'y avait que deux voies. Ne pas prendre la bonne, c'était plus ou moins vite prendre celle de la simple gestion des intérêts de la bourgeoisie.

Quelle erreur ?

On pouvait, et à condition de mobiliser les travailleurs, on pourrait imposer une réorganisation d'ensemble de l'économie : en fonction des besoins sociaux, en contrôlant le secteur nationalisé et le crédit nationalisé, en maîtrisant les échanges internationaux et en les renégociant en rupture avec la logique de l'impérialisme français et de multinationales...

Mais Mitterrand a choisi de gouverner en cherchant un accord avec au moins une partie de la bourgeoisie. Et la boucle est alors bouclée : le gouvernement de gauche

prises exactement pour ce qu'elles sont : à un premier niveau, elle visent à livrer au patronat des travailleurs plus « flexibles », c'est-à-dire plus facilement exploitables.

Plus profondément, hormis des concessions toujours bonnes à prendre, le patronat poursuit un plus vaste but : développer, chez les travailleurs des réflexes qui tournent le dos à ceux du mouvement ouvrier. A la place d'une unification des statuts et des acquis de la classe ouvrière, il s'agit de pousser les travailleurs à chercher, chacun pour soi, le meilleur salaire et les conditions de travail les moins mauvaises.

Mais l'exemple japonais est là, butte témoin de ce que fut le XIX^e siècle en Europe, pour rappeler une simple vérité : la liberté du renard libre dans le poulailler libre ne rapporte qu'au renard. Le sale boulot est fait par un gouvernement « de gauche » :

applique ce que souhaitait les dirigeants du CNPF du temps de Giscard. Les positions actuelles, exprimées nettement par le commissaire général au Plan, doivent donc être

mais il reste le sale boulot que souhaitait le patronat.

Pierre Rème

1. *Combat socialiste* du 11 avril 1981.

Le gouvernement rejette les 35 heures...

Avant même que le patronat n'annonce ses « propositions », le gouvernement allait au-devant de ses désirs. Sur le thème de la « priorité à la compétitivité », le commissaire général au Plan a ainsi donné une interview particulièrement remarquable à *Libération* (le 8 novembre) : « Le principe de la durée hebdomadaire du travail ? Elle n'a plus grand sens. (...) Nous avons envisagé trois hypothèses : la première consiste à procéder à des aménagements ponctuels sans remettre en cause la référence hebdomadaire, mais elle aurait comme inconvénient de compliquer les choses en multipliant les cas de figure. »

« La seconde consisterait à offrir

souplesse et flexibilité pour une palette d'horaires compris entre 28 et 39 heures (...) Enfin une troisième stratégie conduirait à une refonte du code du travail avec une annulation complète des horaires : durées normales et maximales étant alors définies en termes annuels. »

Bref, le commissariat général au Plan, ayant décidé d'écarter les garanties offertes par la loi de 1936 sur la semaine de travail en cinq jours, a choisi la voie d'une redéfinition générale des rapports salariés-patronat : « Il s'agit aujourd'hui, déclarait le commissaire général au Plan, de déclencher le mouvement, en favorisant la négociation et en privilégiant le cas par cas. »

...Et nous sert l'exemple japonais

En 1981, un syndicaliste a bien résumé la critique de « l'anti-modèle japonais ». En attendant de revenir en détail sur les propositions patronales dans notre prochain numéro, citons un large extrait de son texte. En vous laissant deviner qui est l'auteur des lignes qui suivent(1) :

« Le « modèle social » japonais présente une double caractéristique négative, due aux conditions japonaises de l'industrialisation et très contestée par les travailleurs de ce pays.

« D'abord, un retard énorme de la protection sociale : pas de SMIC, des retraites ridiculement faibles pour le plus grand nombre, une protection très insuffisante face à la maladie, pas d'indemnisation du chômage, etc. Ensuite la division des salariés en deux secteurs fortement différenciés : les 30 % travaillant dans les grandes entreprises et relativement garantis ; les 70 % de salariés des PME et de la sous-traitance,

véritables journaliers sans garantie juridique, licenciés du jour au lendemain, soumis à une insécurité presque totale. »

Qu'on compare cela avec ce que, aujourd'hui, les patrons osent demander ! On constate ainsi comment chacune de ses « propositions » contredit ce que les organisations syndicales ont pour rôle de défendre. Qu'il nous soit donc permis de poser une question : devant des exigences pareilles, les directions syndicales ouvrières avaient-elles autre chose à faire que d'en appeler à une mobilisation unitaire d'ensemble de la classe ouvrière en dénonçant publiquement et avec force les prétentions patronales ? Elles ne le font pas. Il nous faudra cependant, avec tous ceux qui veulent défendre les intérêts de la classe ouvrière construire une telle mobilisation.

1. Il s'agit d'Edmond Maire dans le *Nouvel Economiste* du 23 mars 1981.

ARDENNES-USINOR CFDT

Un appel au rassemblement des forces

Plus de dix-sept mille chômeurs pour 300 000 habitants, des milliers de préretraités, des petites entreprises qui ne cessent pas de fermer et des licenciements annoncés régulièrement dans celles qui restent en activité, le département des Ardennes, à quelques kilomètres de la Belgique, ne cesse d'encaisser les coups.

« Conscients de la gravité de la situation sur le bassin de Sedan et le département des Ardennes, lisait-on dans une déclaration parue le 6 novembre dans le journal

jours à la prison de Châlons-sur-Marne, fin septembre, à la suite des barrages routiers et ferroviaires organisés contre les nouvelles mesures de chômage

portent guère mieux. La déclaration des élus CFDT d'Usinor, on le comprend, ne tombe pas du ciel.

L'accueil est plutôt froid du côté des médias régionaux. L'Union (droite) n'a pas voulu en dire un mot prétextant que « c'était de la politique ». FR 3 Région est restée muette. Mais le sous-préfet des Ardennes et le maire PS de Sedan ont tenu à rencontrer au plus vite les auteurs de l'initiative!

Les unions locales et départementales de la CFDT n'ont pas — jusqu'à présent — fait de commentai-

res. La CGT départementale qui tenait son congrès au même moment, « estime que les travailleurs sont en état de légitime défense », les appelle à « aller loin dans les luttes », mais elle n'a avancé aucune proposition unitaire.

Ceux d'Usinor Sedan ont mis les pieds dans le plat : ils ont posé à tous les travailleurs des Ardennes, à leurs organisations syndicales, le vrai problème. Comment rassembler les forces ? Nous rendrons compte des réponses qui ne manqueront pas d'être faites.

Michel Ben



local l'Ardennais, les élus CFDT d'Usinor ont pris l'initiative de contacter toutes les sections syndicales des entreprises des Ardennes confrontées à des problèmes d'emploi. »

La démarche a été largement discutée dans la section syndicale, débattue avec les travailleurs dans les ateliers. La CGT d'Usinor n'est pas associée à la déclaration des élus CFDT, mais ne la conteste pas. Elle reste profondément marquée par la crise qu'elle connaît depuis les dernières luttes d'Usinor en 1979. Elle était alors majoritaire sur le site, la CFDT recueille aujourd'hui 60 % des voix aux élections professionnelles.

Les mobilisations contre les licenciements, les actions spectaculaires, sont quasi permanentes mais dispersées, dans le département des Ardennes. A Vireux Molhain, les sidérurgistes de la Chiers ont passé plusieurs

frappant vingt-huit salariés. Le 25 septembre, Vireux était ville morte. La population locale se rassemblait autour d'une vingtaine de travailleurs en grève de la faim pour exiger la libération des militants emprisonnés.

Début octobre, la ville de Revin était coupée pendant plusieurs jours du reste du département. Les travailleurs d'Arthur Martin (entreprise rachetée par le groupe suédois Electrolux) avaient clos la ville de barricades, pour s'opposer aux 72 dernières menaces de licenciements qui venaient de tomber.

Le 26 octobre, la direction générale d'Usinor confirmait 50 suppressions de postes à Sedan. Cent quarante trois emplois ont été supprimés ces deux dernières années, deux mille en vingt ans ! Vallourec, Isopié, deux entreprises de la métallurgie voisines, ne se

Déclaration des élus CFDT d'Usinor-Sedan

Nous reproduisons le communiqué du syndicat CFDT d'Usinor Sedan transmis à la presse locale, et adressé par lettre aux sections syndicales CGT, CFDT, FO de plus de cinquante entreprises du département des Ardennes.

« Les élus CFDT conscients de la gravité du problème de l'emploi sur le bassin de Sedan et le département ont pris l'initiative de contacter toutes les sections syndicales des organi-

sations syndicales représentatives des entreprises du département confrontés à des problèmes d'emploi.

« Après avoir suivi de très près les conflits sur le département et analysé la si-

Construire la mobilisation d'ensemble

Est-ce un fossé ou un gouffre ? La question se pose à la mesure de la différence de taille entre les attaques patronales et gouvernementales contre l'emploi, et les propositions de riposte des directions des confédérations syndicales.

Le « défi » d'Henri Krasucki à la rentrée, selon lequel les travailleurs pourraient être bientôt plus nombreux dans la rue que les partisans de l'école libre, paraît — pour l'instant — rester sans lendemain. Edmond Maire est au diapason de sa direction confédérale « contre tout mouvement d'ensemble ». La FEN, comme Force ouvrière, semblent bien muettes depuis le 25 octobre.

Les coups peuvent pleuvoir entreprise par entreprise. Les luttes pour répondre parviennent — au mieux — à limiter les conséquences sociales des licenciements. Les pertes d'emplois s'accumulent dans toutes les branches industrielles. Le chiffre déjà astronomique du chômage s'accroît. Les rangs des préretraités gonflent. Les jeunes piétinent aux portes de l'ANPE.

Pas une semaine pourtant depuis septembre qui ne témoigne de la volonté de lutter. Pas une semaine sans une « journée ville morte ». Pas une semaine sans mobilisation dans les chantiers navals, ou chez Renault, dans la téléphonie, ou la mécanique lourde, dans la réparation navale ou l'informatique.

C'est bien aussi un gouffre qui sépare les travailleurs en lutte contre les licenciements des directions confédérales.

L'idée de lutter ensemble est présente dans bien

des entreprises. Mais de l'idée à l'action, le pas est difficile. Il n'est pas évident de prendre, à la place, d'autres instances syndicales, les initiatives qui devraient être les leurs, si elles jouaient leur rôle.

L'initiative du syndicat CFDT d'Usinor Sedan, reproduit dans cette page, est de ce point de vue exemplaire. Le pari qu'il lance doit être tenu. Sans sous-estimer aucun obstacle : il faut convaincre d'autres équipes syndicales de faire le pas : tisser des liens inhabituels ; effacer même de vieux conflits, ou de simples mécompréhensions qui entraînent toujours entre organisations syndicales, voisines mais différentes. Quand les polémiques habituelles entre confédérations rivales n'ont pas, en plus, laissé des traces à la base. Mais que faire d'autre ?

Il faut souhaiter que l'exemple d'Usinor fasse mouche. Dans les zones dites de « reconversion », par exemple, il a toutes les bonnes raisons d'être débattu. Pourquoi ne pas en faire autant, là où c'est possible ? Pour en finir avec les pertes de forces que représentent des batailles dispersées.

La mobilisation des travailleurs de la téléphonie (page ci-contre) se déroule sur un tout autre plan. Elle n'en démontre pas moins que la lutte, ensemble, est possible à l'échelle d'une branche entière. Pourquoi resterait-elle un cas d'exception ? La question nous ramène aux mêmes préoccupations que celles des travailleurs ardennais. Chercher à tout faire pour combler les vides sur la route d'un tous ensemble.

Michel Morel

tuation, les élus CFDT Usinor sont conscients que le problème de l'emploi ne sera pas réglé par eux seuls mais que si solution il y a, elle ne pourra être que le fait d'un travail de tous ceux qui subissent les problèmes d'emploi quelles que soient leurs étiquettes syndicales.

« C'est pourquoi un courrier va être adressé à toutes les sections syndicales afin de pouvoir fixer un lieu et une date où nous pourrions tous en commun faire une analyse de la situation de l'emploi et déterminer les

formes d'action appropriées.

« Il est plus que temps que nous sortions de nos luttes dispersées entreprise par entreprise, les uns après les autres et que nous apportions une réponse globale au problème de l'emploi dans les Ardennes.

« Dans un même temps les élus de la CFDT Usinor s'adressent à tous les chômeurs du département, organisés ou isolés pour qu'ils se joignent à ce mouvement.

« La bataille de l'emploi est aussi la leur. »

CHIFFRES

216 700

Le nombre d'emplois recensés par l'UNEDIC (Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce) concernant l'ensemble du secteur privé (sauf les salariés du secteur agricole), est en baisse de 216 700 pour 1983 (-1,6%). C'est la perte la plus importante enregistrée, elle dépasse largement les deux « records » précédents, 1975 avec -123 400 emplois (-0,9%) et 1983 avec -124 000 emplois (-0,9%).

2 458 203

Le recensement des demandeurs d'emploi, de quelque nature que ce soit (durée indéterminée, temps partiel, durée déterminée) effectué par l'ANPE s'élève à 2 458 203 personnes. Une progression de 11,4% en douze mois. La cause la plus fréquente du chômage pour les hommes (40%) est le licenciement, la fin d'un emploi précaire, pour les femmes. Globalement, la fin d'un emploi précaire devient une cause de plus en plus fréquente du chômage.

30,2 %

Les jeunes femmes de 15 à 24 ans connaissent le taux de chômage le plus élevé 30,2% (statistiques Insee, mars 1984). 22,1% des jeunes hommes de 15 à 24 ans sont chômeurs. Les femmes de 25 à 49 ans connaissent un taux de chômage de 8,9%, celles de 50 ans et plus de 7%. Les hommes de 25 à 49 ans sont chômeurs pour 5,5% d'entre eux (contre 2% en 1975 et 4,4% en 1983). 5,2% des hommes de plus de 50 ans sont chômeurs en mars 1984 (2,1% en 1975 et 4,9% en 1983).

318 000

Les ouvriers et ouvrières sont la catégorie socio-professionnelle qui décroît le plus au sein de la population active occupée: -318 000 en douze mois. -259 000 ouvriers et -59 000 ouvrières. L'emploi féminin a continué à progresser très légèrement en 1983 en raison de la création maintenue d'emplois dans le tertiaire (+40 000 en 1983, +107 500 en 1982). Les effectifs salariés hommes ont diminué de 2,8%.

Cette différence ne réduit en rien les chiffres précédents démontrant que les femmes, avec les jeunes, sont les premières touchées par le chômage, dans le cadre d'une progression globale de 11,4% du chômage ces douze derniers mois.

TELEPHONIE

CGCT, CIT Alcatel, Thomson riposte sur la branche

L'électronique licencie. La riposte est jusqu'à présent unitaire. Elle s'étend pour la téléphonie à toutes les entreprises concernées. Reste le problème du contrôle par les travailleurs de l'action et des formes de lutte nécessaires à sa poursuite.

Tumultueux ! L'appel à la dispersion de la manifestation des travailleurs de la téléphonie, rassemblés par milliers devant le siège de la CGE (Compagnie générale d'électricité, nationalisée) mercredi 7 novembre, lancé par une responsable fédérale de la CGT, est mal accueilli. De nombreux manifestants veulent « aller à Matignon ». Ils et elles — une bonne partie des manifestants sont des femmes — ont déjà fait entendre à haute voix leur refus de tout licenciement aux directions de la CIT Alcatel (filiale de la CGE) ou de Thomson. Ils veulent donc aller interpeller Fabius. Logique. Celui-ci n'affirmait-il pas, au moment de l'accord CGE-Thomson de restructuration

de la branche signé sous son œil bienveillant, « il faut le développement de l'emploi, le maintien des gammes de produits »...

Matignon restera au calme. Un servide d'ordre CGT « dissuade » ceux qui veulent aller sous les fenêtres du Premier ministre, les cortèges se dispersent. « Electronic Manif », le tract de la CGT-Métaux avait pourtant un titre prometteur.

Plus de cinq mille licenciements menacent les trois principales entreprises de téléphonie : trois mille pour la CIT Alcatel, mille cinq cents chez Thomson-Téléphone, neuf cents à la CGCT. Pour l'électronique en général, l'addition est encore plus lourde. Bull (informatique)



Parution le
10 décembre 1984

Christian BARSOC

Préface d'Ernest MANDEL

Les lendemains de la crise



Impasse capitaliste et issue socialiste



50F au lieu de 65F jusqu'au 8 décembre 1984.

A RETOURNER A PEC, 2 rue Richard Lenoir, 93100 MONTREUIL.

Je commande ... exemplaires de "Les lendemains de la crise" à 50 francs l'exemplaire.

Je le prendrai à la librairie La Brèche, 9 rue de Tunis PARIS XIème. NOM

Je désire le recevoir dès parution à l'adresse ci-dessous, moyennant 6,50 pour les frais d'expédition. NOM.....

N° et rue

Localité

Je joins mon règlement deF. (chèque à l'ordre de PEC).

vient d'annoncer neuf cents suppressions de postes (voir Rouge du 2 novembre).

La riposte est jusqu'à présent unitaire sur l'ensemble de la branche. Il faut souligner — c'est hélas trop rare — qu'elle rassemble les travailleurs de toutes les entreprises CIT, Thomson, CGCT, LMT, contre un plan de restructuration qui les vise, tous ensemble. Cela donne une idée de ce qu'il serait possible de faire, si les fédérations et les confédérations utilisaient la même démarche, et jouaient réellement leur rôle dans l'ensemble des branches industrielles. Une manifestation à Paris regroupant les travailleurs de Peugeot, Renault, Talbot, Citroën, par exemple contre les coups bas que prépare le rapport sur l'automobile remis au gouvernement et à Mitterrand par Dalle, ex-P-DG du groupe l'Oréal (soixante-dix mille suppressions d'emplois d'ici 1988).

Le 7 novembre ceux de la téléphonie sont venus des quatre coins du pays (quinze cars sont montés de Bretagne). La CIT Guingamp, Thomson Lannion, Thomson Chalon retrou-

vent ceux de la Thomson Marseille, Thomson Boulogne, Saint-Denis... Les banderoles de la CGT cotoient celles de la CFDT, de la CGC. « Les 35 heures ! », scandent les cortèges de la CFDT, « Chômage, ras le bol ! », reprennent ceux de la CGT. Pébèreau (P-DG de la CGE) a de quoi entendre ses oreilles siffler « La gabegie, ça se soigne », lit-on sur un panneau CGT. « CIT. Thomson. CGCT, c'est tous ensemble qu'il faut lutter ! », scandent le Comité d'organisation des travailleurs de Boulogne « constitué de volontaires syndiqués et non syndiqués ». « Le but n'est pas de faire un quatrième syndicat, explique un responsable, mais de permettre à tous de s'associer à la lutte ». Point de vue contesté. « Le problème est que — quelles que soient les intentions des camarades qui ont créé le comité — c'est bel et bien comme une quatrième organisation qu'il apparaît, commente un militant CFDT « gauche », et c'est un facteur de division de plus. »

Il y a visiblement problème quant à la maîtrise de la mobilisation en

cours par les travailleurs et les militants syndicaux, méfiant des buts et moyens des directions syndicales nationales. « Cette manifestation ne suffira pas à faire céder Pébèreau. » La plupart des militants en sont convaincus. Définir des formes d'action efficaces pour continuer la lutte — arrêt de la production entre autres — est une idée qui tourne dans toutes les têtes. Les assemblées générales des travailleurs dans toutes les usines, contrôlant les propositions et les décisions des syndicats et fédérations, sont plus que jamais à l'ordre du jour. L'élargissement à toute la branche électronique aussi. La mobilisation est « en débat » dans les autres branches de la Thomson aujourd'hui. La CFDT, la CGT, la CGC de Bull appellent à une « journée nationale de grève et d'action le 13 novembre ».

La branche électronique a toutes les raisons de construire une mobilisation de toutes les entreprises et sites, en « communication directe ». Fédérations et confédérations sont devant cette responsabilité-là.

Michel Morel

Réagir!

Trois hommes sont morts durant un week-end. A Epône, c'est un ouvrier qui est tombé, le 10 novembre, sous les balles de son employeur qui ne le payait plus depuis plusieurs mois. A Chateaubriant, le lendemain ce sont deux consommateurs qu'un tireur fou a abattus. Tous trois étaient turcs.

Certes, les conditions des deux affaires sont différentes. Mais, comment ne pas faire le rapprochement ? D'un côté, l'acte d'un petit patron incapable d'admettre que les travailleurs — étrangers — de son entreprise se révoltent contre ses pratiques arbitraires et la surexploitation dont ils sont l'objet. De l'autre, le crime ouvertement raciste d'un individu considérant qu'« il y a trop d'étrangers en France ».

Voilà le résultat d'un climat, habilement entretenu, depuis des mois. Face à la crise galopante du système, certains ont fait des ressortissants étrangers, des boucs émissaires. Parallèlement, en exaltant l'ultra-libéralisme reaganien, en dénonçant les grandes conquêtes du monde du travail, ils ont prôné le retour à la loi de la jungle.

Dans cette sale besogne, les diatribes de Le Pen ne furent pas isolées. Le 21 août dernier, le quotidien patronal *Les Echos* publiait un éditorial s'en prenant aux « problèmes de saturation socio-psychologiques posés dans certaines zones urbaines par une trop grande concentration des populations immigrées aux traditions culturelles trop éloignées des nôtres pour permettre l'amorce d'une possible intégration ». Et il y a deux semaines, Chirac renchérait au *Club de la presse* d'Europe 1 : « S'il y avait moins d'immigrés, il y aurait moins de chômage, moins de tensions dans certaines villes et dans certains quartiers, un moindre coût social ».

Grâce au martèlement de tels discours, lentement et insidieusement, un cancer s'est développé, jusqu'à déclencher l'acte d'un chômeur aveuglé par sa situation misérable et à encourager l'arrogance meurtrière d'un patron aux tendances fascisantes notoires. La preuve en est, une nouvelle fois, administrée : cette démagogie débouche inéluctablement sur les mitraillages. Au bout du compte, toutes les libertés ouvrières sont menacées. Rien n'est donc plus urgent que de réagir.

Réagir, cela suppose tout d'abord d'en finir avec les capitulations des gouvernants devant la réaction et les possédants. Indiquer, à l'instar de Laurent Fabius, que Le Pen « apporte de mauvaises réponses à de vrais problèmes », c'est donner davantage de crédit aux thèses racistes du Front national. Prendre des mesures favorisant le renvoi des immigrés, c'est servir les desseins d'un patronat qui sait parfaitement sélectionner ses cibles pour diviser ses victimes. Car les salariés en font l'expérience quotidienne : un immigré en moins ne fait jamais un emploi de plus.

Réagir, cela implique également de reprendre l'initiative, de bâtir l'unité et la mobilisation de tous les travailleurs autour de ce qui les rassemble : la défense de l'emploi et du pouvoir d'achat. C'est riposter, tous ensemble, aux manifestations de racisme et de fascisme. C'est combattre résolument pour l'égalité des droits entre Français et immigrés.

Le périple, à travers la France, des jeunes Beurs rassemblés dans « Convergence 84 » est l'occasion de défendre cette perspective. Et leur arrivée à Paris, le 1^{er} décembre, doit permettre l'affirmation d'une force de masse, bien décidée à remonter le courant.

Christian Picquet

La hargne patronale et les crimes racistes

L'assassinat du délégué CGT de l'entreprise Pirault à Epône est un crime patronal et raciste. Il s'inscrit sur une liste déjà longue depuis cet été, des meurtres racistes. A peine commis, il est suivi de la tuerie de Chateaubriant. Il faut arrêter la montée de la barbarie raciste !

Pirault et fils, c'est une petite entreprise du bâtiment comme il y en a tant. Ses effectifs sont incertains. 65 selon la visite médicale, 87 selon le patron, 132 selon la liste administrative de l'entreprise.

La famille Pirault appartient au petit patronat de choc. Le

père Pirault, élu municipal, est un dissident de droite de l'UDF. Un de ses fils ne cache pas ses sympathies pour l'extrême droite.

Quand les ennuis financiers de l'entreprise commencent, décision est prise de ne payer que les Français, pas les immigrés,

dont la plupart ont travaillé à Talbot-Poissey. Lors de l'occupation précédant le crime, père et fils avaient enfoncé le piquet de grève avec des bulldozers et une pelleteuse mécanique. A cette occasion, des coups de feu avaient déjà été tirés.

Dans ce climat pourri, la dernière négociation semble tout régler. Mais les feuilles de licenciements lui succédèrent. Les immigrés, organisés à la CGT, veulent protester, faire grève de la faim. Leur regroupement le 10 novembre est motivé par cette action prévue dans les locaux de l'entreprise. Sachant cela, le 10 novembre, armés, les hommes du patronat et le patron peut-être lui-même — les attendaient,

Le sang et la boue

La palme de l'insulte haineuse revient à la CGC. Pour elle, « patrons de droit divin et séides de M. Krasucki portent ensemble la responsabilité de la mort de Kemal O'gul... Les uns et les autres doivent être mis au ban de la nation... » Renvoyer dos à dos l'assassin et l'assassiné, le raciste et la victime du crime raciste, voilà qui cache mal la haine de la CGC à l'égard de la CGT.

Les séides de Krasucki, c'était les quarante immigrés non payés par Pirault depuis des mois... Marchelli, secrétaire de cette organisation de cadres, se couvre de gloire encore une fois.

Le prix de l'hypocrisie à la CGPME. Cette organisation de petits patrons fait campagne contre la présence syndicale dans les petites entreprises. En cela, elle est relayée par le CNPF. Et la voilà demandant « qu'on attende la fin de l'instruction avant de se prononcer ». Ben voyons, faisons confiance à la justice de notre pays, celle qui relâche rapi-

J. L.

armés. Ils tirent. Le délégué CGT, turc, est abattu.

Crime patronal et raciste !

Il ne s'agit pas d'une bavure, d'un cas particulier d'un patron exaspéré.

La violence patronale monte. Les hordes de la CSL, flanquées du PNF, en janvier 1984, ne voulaient-elles pas réserver le même sort aux grévistes du B 3, à Talbot-Poissey, non loin d'Epône ? Et ces paras venus à Isigny, séquestrer les grévistes et les mettre hors de combat par des procédés de commando militaire ?

Un climat est en train de naître, alimenté par la hargne patronale. Est-ce une pure coïncidence que, peu avant le crime d'Epône, Gattaz ait ralié les thèses d'un Chirac au moment où celui-ci reprenait les thèmes plus racistes et les plus réactionnaires de Le Pen ?

Et quand le CNPF, avec la CGPME font campagne contre les coûts « exorbitants » des heures de délégation syndicale, que font-ils d'autre, si ce n'est conjurer à leur manière le verbe attaquer les syndicats, dont le « pouvoir omnipotent » est la cible coutumière de Chirac et Le Pen ?

Quant aux crimes racistes — et celui-là en est un — leur nombre augmente de manière proportionnelle à la campagne anti-immigrés de Le Pen et Chirac. Le gouvernement Fabius l'alimente, quand il prend des mesures contre les regroupements

familiaux et la chasse aux clandestins.

Epône et Chateaubriant le même week-end, et il ne faudrait pas globaliser, ne pas voir la banalisation des crimes racistes.

Pour un front syndical et politique commun !

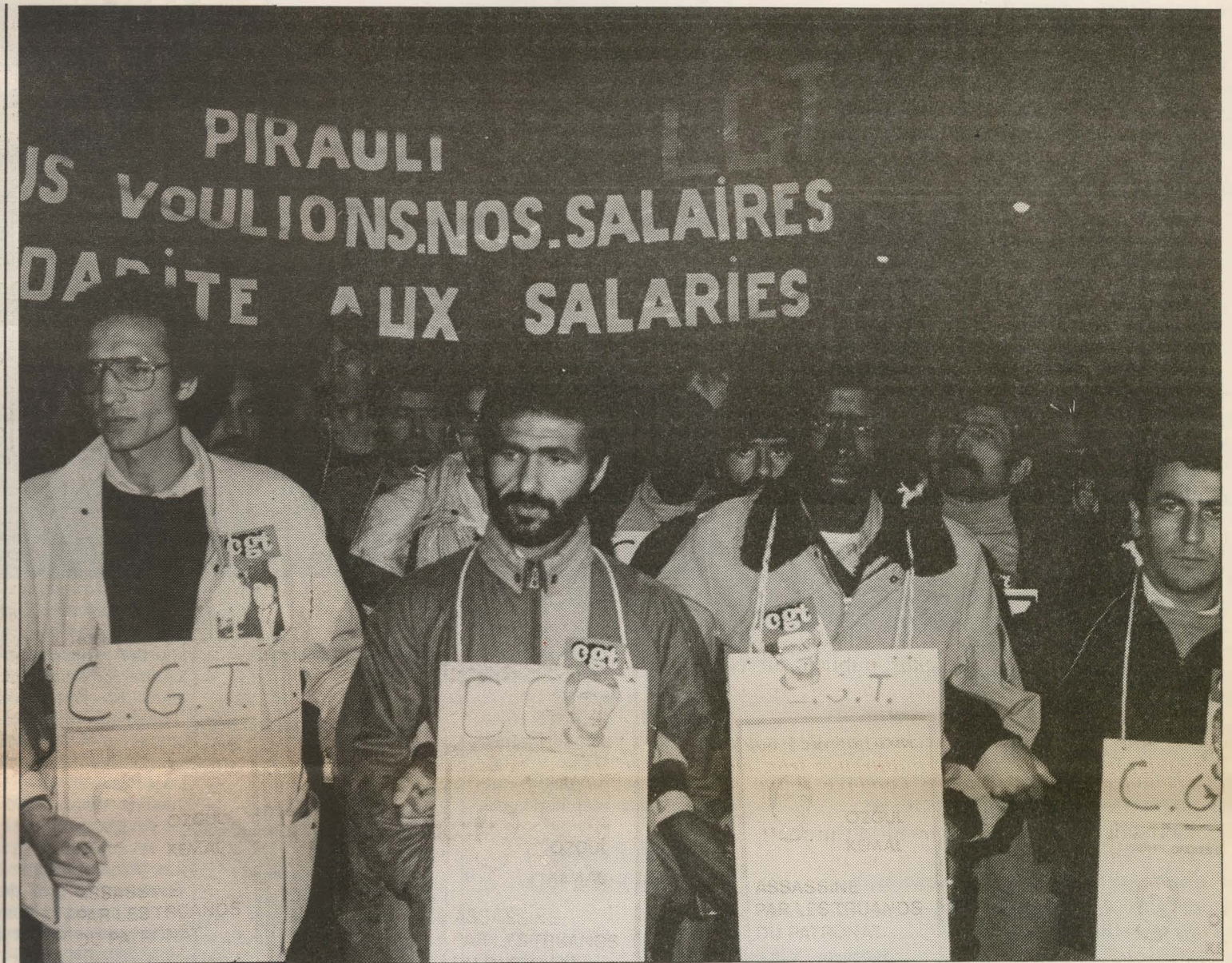
Arrêter ce déchainement barbare et raciste, c'est possible. A condition de ne pas s'en remettre naïvement à la justice de notre pays. Elle fut prompt à relâcher l'assassin de Pierre Maître en 1977. Elle est rapide à condamner ceux qui qualifient Le Pen de raciste.

Non, les forces qui peuvent bloquer la montée des périls, ce sont celles du mouvement ouvrier. Il est navrant, désolant et scandaleux de constater que, le crime patronal frappant Kemal, délégué CGT de Pirault, il n'y ait pas de front syndical et politique unitaire le plus large.

Toutes les centrales syndicales, hormis la CGT, font la moue. Pas si clair, pas si simple, attendons l'enquête, ne jugeons pas hâtivement ! ? Ont-ils besoin d'experts en balistique, les Bergeron, Maire, et Pommatau pour protester contre l'assassinat d'un délégué syndical ?

Pour s'opposer efficacement à la hargne patronale, à la morgue des racistes criminels, à la violence de ces patrons qui croient détenir leur pouvoir du Tout-Puissant, il faut l'unité et la mobilisation d'ensemble.

Jean Lantier



CHATEAUBRIANT

Les meurtres de «la France aux Français»

Deux morts, Salih Kaynar et Abdullah Yiloir, et cinq blessés, tous turcs. Et certains oseront parler de fait divers, alors que l'acte criminel est revendiqué au nom du racisme.

Deux morts, Salih Kaynar et Abdullah Yiloir, et cinq blessés parmi les membres de la communauté turque de Chateaubriant. Le lendemain même de l'assassinat d'un autre jeune ouvrier turc à Epône, l'acte sanglant commis par un jeune chômeur dans cette petite ville semble-t-il paisible de la Loire-

Atlantique, vient donner un relief brutal et tragique à la montée du racisme en France. Il en est qui oseront parler de fait divers. Il en est qui oseront parler de « l'utilisation politique injustifiée » — à leurs yeux — de tels actes. Ceux-là oublient l'essentiel.

« Je n'aime pas les étrangers »

Les « mobylettistes » pour l'égalité des droits et contre le racisme étaient à Lorient dimanche soir lorsqu'ils ont appris la fusillade abominable et criminelle de Chateaubriant. Devant le Palais de Justice, ils réclamaient « une même justice pour tous ». Ils ont arrêté leur marche pendant un quart d'heure et ont fait cette

déclaration reprise par la presse locale : « C'est horrible. Le pire c'est que ça se banalise ces actes de violence raciste. Quand on a su que la seule justification du tireur a été de dire "je suis chômeur et je n'aime pas les étrangers", ça nous a mis en état de choc. »

en dehors des européens », sera la seule explication que donnera Frédéric Boulay à la police ! Ici, un pas est franchi. L'acte criminel est revendiqué au nom du racisme. Plus tard encore, le tueur agressera un médecin lors de la prise de sang destinée à vérifier son taux d'alcoolémie, parce que celui-ci était libanais !

Boulay était connu dans la région pour ses opinions racistes. Il proclamait partout avoir chez lui des posters d'Hitler et des livres nazis.

Chateaubriant, petite ville de quinze mille habitants, située à cinquante kilomètres de Nantes, est en état de choc. Les témoignages confirment que les deux communautés turque et portugaise implantées dans la région dans les années soixante-dix sont bien intégrées. La majorité de leurs membres travaillent à la fonderie du Huard, principale entreprise du coin. Des travailleurs turcs se sont présentés plusieurs fois sur les listes syndicales et n'ont jamais été rayés.

Alors quoi ? L'acte d'un fou ? Sans doute, mais comment ne pas voir ce qui a alimenté sa folie, ce qui a pu armer son bras, rendre le passage à l'acte horrible, possible ? Le lien avec la si-

nistre affiche du Front national « Deux millions de chômeurs, c'est deux millions d'immigrés de trop », apparaît évident.

A Chateaubriant, les réactions ont été immédiates et spontanées. Lundi, les ouvriers de chez Huard ont débrayé et sont allés déposer une gerbe de fleurs devant le salon de thé. Plusieurs centaines de lycéens ont quitté leurs cours pour une manifestation silencieuse brandissant des feuilles de papier sur lesquelles ils avaient inscrit « Non au racisme ». En fin d'après-midi, une importante manifestation contre le racisme s'est tenue à l'appel de la CGT, de la CFDT, du PC, du PS, du PSU, de la Confédération des travailleurs-paysans et du Parti socialiste portugais.

Face aux crimes racistes perpétrés à Chateaubriant, la mobilisation unitaire de larges couches de la population, manifestant leur solidarité avec les travailleurs turcs montre la voie. Pour que de tels actes ne puissent plus se reproduire, il est nécessaire partout que s'amplifie la mobilisation contre le racisme et la propagande xénophobe sous toutes ses formes.

Sonia Folloni



La manifestation parisienne contre le crime patronal d'Epône n'a pas été unitaire, contrairement à celle de Chateaubriant sur le double crime raciste. La CGT, seule, n'accueillit que quelques banderoles CFDT (Hacutux, SGEN, Finances, PTT) Un cortège LCR dynamique qui draina des centaines de manifestants sur le parcours. Mais, finalement, une faible mobilisation d'ensemble en regard de la gravité du crime d'Epône.

Les discours et les actes

Le Pen n'apprécie pas qu'on conteste son honnabilité et qu'on mette en cause sa responsabilité dans la banalisation du racisme. Il attaque systématiquement en justice tous ceux qui commentent ce « sacrilège », avec d'autant plus de ténacité que les magistrats lui donnent, en général, raison.

Se montrera-t-il aussi arrogant, après l'interview publiée le 12 novembre par le quotidien turc *Gunes* ? Dans celle-ci, le leader du Front national n'hésite pas à déclarer : « Je ne permettrai pas qu'on détruise la France d'aucune manière et pour empêcher cela, un jour nous serons même prêts à prendre les armes. Si un jour, un plombier vient chez vous, est-ce que vous lui permettez qu'il se

couche dans votre lit ? Les migrations sont le plus grand fléau du siècle pour les pays où le taux de natalité baisse... »

Voilà un discours qui résonne de funèbre façon. C'est aussi apparemment ce que pensaient les assassins d'Epône et de Chateaubriant. Et les démentis de Le Pen n'y changeront rien. D'autant que, dans une interview à *Libération* du 13 novembre, il ne trouve de mots que pour expliquer ce type de situation : « L'actualité donne raison à nos analyses. Avec la hausse du chômage, on peut s'attendre à des dérapages et à des crimes de ce genre. »

Trêve de plaisanteries. Oui, l'action de ce groupe constitue un danger qui doit être combattu sans relâche.

Car elle contribue à répandre dans l'opinion, un poison mortel pour les libertés. Et dès qu'il ne se contrôle plus, son chef laisse entrevoir la société dont il rêve : celle où lui et ses amis pourraient « prendre les armes » et mettre au pas les « détraqueurs » de la France.

Comme l'indiquait à propos de l'affiche du Front national proclamant que « Deux millions de chômeurs, c'est deux millions d'immigrés en trop », un juge d'Amiens (le seul qui ait jusqu'à présent débouté Le Pen) : « Force est de constater que les slogans — les « formules choc » — du Front national suscitent spontanément les mêmes réflexions et font naître les mêmes associations d'idées. »

C. P

CONVERGENCE 84



La France antiraciste

Les marcheurs contre le racisme de Convergence 84 sont partis il y a un peu plus d'une semaine et déjà leur succès est assuré dans la plupart des villes où ils passent : accueil massif, souvent davantage que l'an dernier, présence de toutes les communautés immigrées, forte mobilisation des jeunes immigrés. En face, le climat de racisme ne cesse de se développer. Les trois meurtres de travailleurs turcs ont profondément bouleversé les groupes de rouleurs de Convergence 84 et ont confirmé encore la justesse de leur initiative, la nécessité d'être des milliers, et des dizaines de milliers à manifester à cette occasion contre le racisme. Plus que jamais, la marche de Convergence 84 doit être l'occasion d'une immense démonstration de force. Tous ceux qui refusent qu'on puisse assassiner impunément, hier des dizaines de jeunes immigrés, aujourd'hui des travailleurs turcs, se mobiliseront dans la rue au côté des marcheurs. Il est urgent de donner un coup d'arrêt à la montée de la violence raciste ! Le Pen et consorts doivent savoir que face à la haine meurtrière qu'ils distillent chaque jour, il y a une force prête en permanence à riposter. La marche arrive à Paris le 1^{er} décembre. Nous devons tout faire pour être encore plus nombreux que l'année dernière pour l'accueillir ! Encore plus nombreux à exiger une véritable égalité des droits entre Français et immigrés ! Encore plus nombreux à dire non au racisme !

Hélène Viken

GRENOBLE

Six cents personnes ont accueilli la marche à Grenoble, le vendredi 9 novembre, à l'appel des dix-huit organisations composant le collectif local, et ont manifesté contre le racisme et pour l'égalité des droits. Des dirigeants du PC, de l'UD CFDT et du MJS s'étaient associés à l'appel et ont participé à cette initiative qui a représenté un événement par son ampleur dans la ville. Le soir des pièces de théâtre animées par des groupes d'immigrés maghrébins et italiens ont réuni quatre cents personnes dans une ambiance interculturelle qui réunissait dans le même combat une immigration ancienne, jadis victime du même racisme, les Italiens nombreux à Grenoble, et l'immigration la plus récente, bouc émissaire actuel des racistes, les Arabes.

Le lendemain soir, samedi, une soirée musique autour de Convergence 84 a rassemblé huit cents personnes, clôturant les manifestations antiracistes à cette occasion par un énorme succès. Sur cette base, on prépare la montée à Paris pour le 1^{er} décembre.

MONTBELIARD

Deux cents personnes ont accueilli mercredi 7 novembre les « mobyletteurs » de Convergence 84, dans le vieux quartier ouvrier de la Chiffogne. Une soirée dans l'enthousiasme, avec de la musique et du smurf pour entrecouper les débats qui furent animés. Une chaude ambiance de lutte.

Depuis l'été dernier déjà, à la suite d'agressions du Front national contre les jeunes immigrés, ceux-ci avaient construit l'association « la Chiff en vrac » pour riposter à la propagande de l'extrême-droite et construire une chaîne de solidarité entre les jeunes immigrés et tous les travailleurs. Un travail en commun s'est réalisé avec le collectif antiraciste et pour l'égalité des droits de Montbéliard qui existe depuis un an et regroupe PC, PS, PSU, LCR, CIMADE, MRAP, UL CFDT et CGT et les associations immigrées.

La soirée avec Convergence marque un progrès dans l'enracinement populaire de la lutte antiraciste et dans la prise de conscience de la nécessité de construire



Le départ de Marseille le 4 novembre dernier.

une force unitaire et massive ; une force qui, comme le disait Jérôme de Convergence 84, « change le climat en France » par sa détermination ; une force qui proclame que l'égalité des droits ne se marchande pas.

CLERMONT-FERRAND

Aucune des marches ne passe par Clermont. Qu'importe ! La mobilisation n'a jamais été aussi forte contre le racisme dans toute la région ! Les Clermontois organisent leur propre Convergence depuis les villes alentour et les quartiers populaires du Nord de la ville vers la place centrale de la Victoire pour le samedi 24 novembre ; un rassemblement et une manifestation précéderont une grande soirée culturelle à la Maison du peuple.

LYON

Une manifestation unitaire de cinq cents personnes avait protesté à Lyon le 26 octobre dernier contre la condamnation à quinze mois fermes de Toumi Djaidja, leader de la marche de l'an dernier. le procès en appel a été tout aussi politique que le précédent : les charges retenues contre Toumi sont ridiculement faibles et jamais la justice n'a pu apporter une preuve tangible de sa culpabilité. Le verdict ne sera rendu que le 29 mais il y a fort à craindre qu'il ne soit pas plus juste que le précédent.

Bien évidemment, cette mobilisation pour Toumi et pour une justice égale pour tous, a occupé une grande place dans la mobilisation antiraciste pour l'accueil des « rouleurs » de Convergence 84 qui passaient à Lyon le dimanche 11 et le lundi 12 Novembre.

C'est dans ce cadre que Convergence 84 avait décidé d'organiser vingt-quatre heures autour du Palais de Justice de Lyon en tournant durant la nuit de dimanche à lundi.

Sept cents Lyonnais à l'appel du collectif de soutien se réunissaient au même endroit le lundi à 18 h pour manifester contre le racisme : les crimes récents contre des travailleurs turcs donnaient toute leur importance à ce rassemblement appelé d'une part par les associations et organisations du collectif (ASTI, CIMADE, MAN, LCR, JCR, PSU, CCA), d'autre part par le PC, le PS, la CGT, la CFDT et le MRAP.

Une soirée à Villeurbanne, très animée, a terminé cette journée de mobilisation contre le racisme, qui a vu une présence des jeunes immigrés à travers toutes leurs associations et a permis une série de débats sur le racisme, les formes d'organisation antiracistes, etc.

EPINAL

Les marcheurs de l'Est sont passés à Epinal samedi 10 et dimanche 11 novembre. A Epinal on parle surtout de l'affaire Gregory et elle a servi de prétexte à la municipalité pour interdire tout rassemblement au centre ville et aux journalistes pour boycotter l'arrivée de Convergence 84. Pourtant l'ASTI locale avait activement préparé l'accueil et organisé une manifestation et une fête-débat qui ont réuni, le soir, une centaine de personnes. Les marcheurs ont repris largement les mots

d'ordre contre Le Pen et contre le racisme en apprenant les crimes contre les Turcs qui ont soulevé un grand émoi parmi tous les antiracistes réunis. Les discussions ont été très fructueuses notamment autour de l'exigence du droit de vote et autour de la justice. Les jeunes immigrés là aussi formaient le gros des troupes mobilisées et très radicalisées par le climat de tension actuelle.

Le Pen vient à Epinal le 15 novembre. D'ores et déjà une manifestation unitaire est prévue pour 18 h à l'appel de l'ASTI, de la LCR, du PC, de la CGT, de la CFDT, de la Ligue des droits de l'homme, etc. Le PS s'est rallié à la dernière minute !

BORDEAUX

Samedi et dimanche derniers, trois veillées ont été organisées le soir réunissant en tout près d'un millier de personnes autour des marcheurs. Le lendemain, deux marches antiracistes ont permis une bonne mobilisation se terminant l'après-midi par un spectacle avec mille participants dans une chaude ambiance.

PERIGUEUX

Les marcheurs sont passés le 13 au soir, un appel unitaire CGT, CFDT, FEN, MRAP, LDH, PSU, LCR organise l'accueil de Convergence au travers d'un rassemblement et d'une manifestation.

TARBES

Un collectif de préparation et d'accueil s'était formé depuis plusieurs semaines,

comprenant le PS, la CFDT, le MRAP, le Comité antiraciste, la CGT, la Prévention spécialisée, la LCR, les JCR et la mairie de Tarbes. Une unité qu'on n'avait pas vue à Tarbes depuis bien longtemps ! Le commissariat s'est même senti obligé de prêter deux mobylettes pour deux rouleurs qui partaient de Tarbes. Ces gens-là doivent avoir une image de marque à restaurer !

Plusieurs dizaines de personnes attendaient les « rouleurs », le 6 novembre, et les accompagnaient à la mairie pour un « vin d'honneur ». Le soir, fête et musique au FJT.

Le lendemain un débat très intéressant réunissait une centaine de personnes. Le collectif unitaire a décidé de continuer à fonctionner et prépare la « montée » à Paris pour le 1^{er} décembre.

RENNES

Un collectif rennais a été constitué pour accueillir les rouleurs de Convergence 84. Il regroupe une vingtaine d'associations immigrées locales, et est soutenu par le MJS, le MAN, la LCR, l'ASTI, les JCR, le MRAP, le Groupe libertaire, la Gauche alternative...

Vendredi 9 novembre, les participants de Convergence 84 étaient interviewés à FR3. Deux réunions se tenaient dans la soirée dans les quartiers Zup Sud et Maurepas, avec la participation de nombreux jeunes immigrés. Samedi 10 novembre une manifestation rassemblait trois cents personnes dans les rues de Rennes, et se terminait par un rassemblement place de la Mairie avec démonstration de smurf.

INTERVIEW DE DEUX DIRIGEANTES DU PLANNING FAMILIAL

«Il n'est pas question de céder un pouce du terrain acquis»

Resituer les problèmes de l'avortement. Réaffirmer l'enjeu pour les femmes de pouvoir choisir d'avoir ou non des enfants. Appeler à la vigilance et à la mobilisation face aux propos de Chirac et de Barre. Tels étaient les objectifs du Mouvement français pour le planning familial lors de la conférence de presse du 9 novembre. Elisabeth Mira et Catherine Lesterp, membres du bureau confédéral, ont bien voulu, à cette occasion, accorder une interview à Rouge.

● **Quelle appréciation faites-vous des déclarations de Chirac sur l'avortement ?**

Catherine - Ce n'est pas surprenant. La réélection de Reagan, son programme qui met en cause l'avortement, qui rétablit une notion conservatrice de l'ordre public, crée un climat propice à la résurgence des « vieilles idées », « chacun sa place, les pauvres doivent rester pauvres », « la famille à l'honneur, la femme au foyer »... En Angleterre, Thatcher, l'année dernière a aussi essayé de réduire les délais de l'IVG.

Les propos de Chirac sont très inquiétants parce qu'ils s'inscrivent dans ce climat. Derrière la remise en cause de l'avortement et de la contraception, c'est la place des femmes dans la société qui est visée.

Elisabeth - A nouveau, les femmes servent de boucs émissaires. L'impuissance à régler la question de la dénatalité, celle de la crise économique et du chômage amène à choisir de culpabiliser les femmes. C'est tellement plus facile ! Et encore une fois, les femmes se retrouvent « en liberté surveillée ».

La dénatalité n'est pas un phénomène nouveau dans les pays développés. Lier dénatalité et avortement est malhonnête, ce n'est qu'un prétexte. La preuve n'est plus à faire. Pour prendre des chiffres récents : entre 1982 et 1983, en France, la natalité a baissé de 0,12 %, dans le même temps, le nombre des avortements recensés par l'INED est resté stable.

● **Quelle est la situation réelle de l'avortement aujourd'hui ?**

Elisabeth - Il est faux de dire que le nombre des avortements a augmenté. Le chiffre donné par la Sécurité sociale pour le premier semestre 1984 correspond à peu près aux chiffres donnés par l'INED depuis plus de dix ans. Il n'est pas difficile de comprendre qu'avant le remboursement, la plupart des cliniques masquaient le nombre des IVG

pour des raisons fiscales.

Ce qui est préoccupant aujourd'hui, c'est bien plus le fait que dix mille femmes environ soient encore obligées d'aller avorter en Angleterre ou au Pays-Bas. *Catherine* - Car la loi, déjà restrictive, est non seulement mal appliquée par manque d'équipement, mais elle est aussi contournée par ceux qui y sont opposés.

Ainsi, les hôpitaux parisiens, pour la plupart, refusent les IVG à huit semaines, alors que la loi prévoit la possibilité d'avorter jusqu'à dix semaines de grossesse. De même, les statistiques de l'INED révèlent de grandes disparités entre les départements quant au nombre d'avortements pratiqués. C'est que dans certains endroits, les femmes sont obligées d'aller dans les hôpitaux des départements voisins...

Autre chose : le retour en force du mandarinat. De nombreux médecins qui se sont battus pour le droit à l'avortement se retrouvent sur la touche et sont remplacés par des spécialistes qui ne font pas ou très peu d'avortements.

Elisabeth - On voit très bien comment la droite peut vider la loi de sa substance et la remettre en cause en pratique.

Tant que le droit des femmes à avorter sera « sous conditions », on tombera dans ces écueils. Les oppositions à l'avortement trouveront une légitimité.

Catherine - On aurait pu espérer que la gauche au pouvoir aurait eu la volonté politique d'aller jusqu'au bout. Il aurait été possible par exemple d'envisager la suppression de l'article 317 qui pénalise l'avortement. Nous avons fait de nombreuses démarches dans ce sens, mais nous nous sommes heurtées à une incompréhension manifeste des pouvoirs publics.

● **Quelles actions envisagez-vous face à cette situation que vous décrivez de manière plutôt sombre ?**

Catherine - Nous avons fait une conférence de presse pour resituer les problèmes

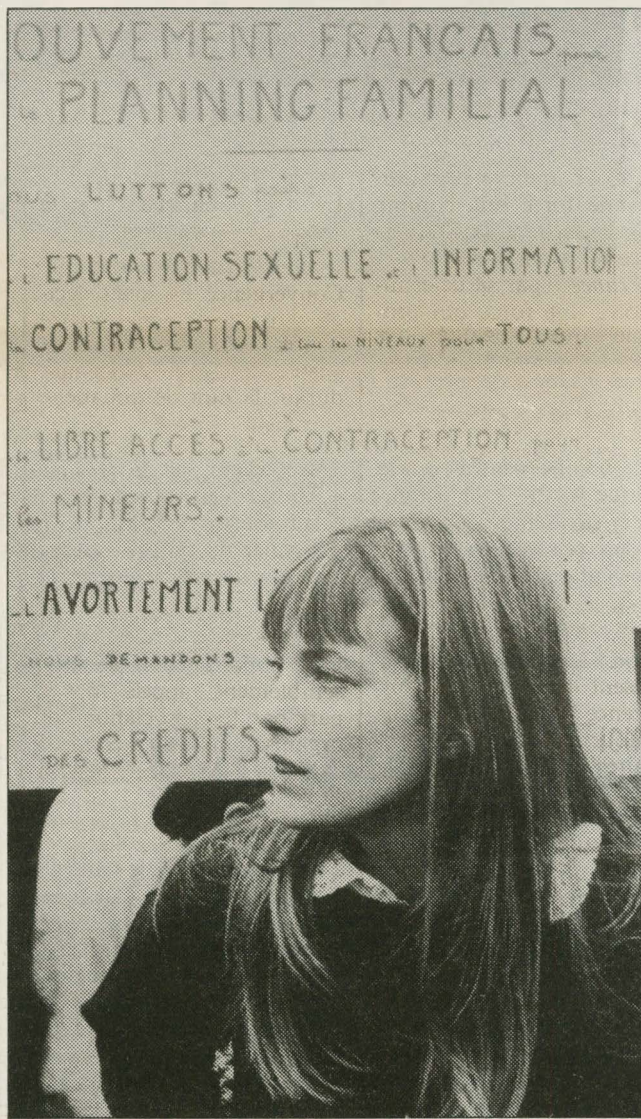
et rappeler notre position sur le droit fondamental et inaliénable des femmes à choisir d'avoir ou non des enfants, leur droit à gérer leur vie. Les restrictions de la loi Veil-Pelletier sont autant de limites à ce droit, et nous continuons à nous battre contre ces restrictions, tout particulièrement contre le maintien de l'article 317 du code pénal.

Notre mouvement fait régulièrement des analyses précises sur la situation de l'avortement partout où nous sommes, sur les causes « d'illégalités », c'est sur cette base que nous dénonçons les limites et la mauvaise application de la loi actuelle.

Par ailleurs, devant les déclarations de Chirac et de-

vant la volonté de la droite de remettre en cause le remboursement de l'avortement, nous avons voulu alerter l'opinion publique. Il n'est pas question de céder un pouce de terrain acquis. Nous pensons qu'il faut redoubler de vigilance et se tenir prêts à riposter. Pour cela, nous proposons aux associations féministes, aux partis, aux syndicats, aux personnalités de faire un appel commun réaffirmant le droit fondamental des femmes à décider d'avoir ou non des enfants, et prenant l'engagement de se mobiliser contre toute tentative de remise en cause de ce droit.

Propos recueillis par Sonia Folloni



Vient de paraître



Au sommaire

- Dossier : l'Uruguay, les limites de l'ouverture démocratique.
- Grenade : Un an après.
- Haute-Volta.



Savoie-rouge

La LCR de Chambéry a inauguré le vendredi 26 octobre son nouveau local. Apéritif, salades variées et sandwiches ont permis à une quarantaine de participants d'échanger « sans fin » des idées.

Trois forums ont conclu la soirée : racisme et extrême droite (rappelons que Convergence 84 passe à Chambéry le 13 novembre), l'alternative à l'austérité (des camarades en grè-

ve pour leurs salaires ont abordé le problème de la coordination des luttes) et enfin le Nicaragua avec projection de diapos commentées par un camarade des brigades.

Les bourses de bonne volonté ont été sollicitées et une braderie organisée pour que vive et survive le local. Rendez-vous a été pris pour organiser un premier anniversaire qui est déjà en bonne voie.

Un week-end de formation dans le Finistère

Plus d'une trentaine de personnes ont participé au week-end de formation ouvert organisé par la fédération du Finistère de la LCR. Trois questions ont été débattues : le PS et la social-démocratie, le PCF et le stalinisme, l'actualité

du programme de transition. Samedi, la soirée était internationaliste, avec montage diapo, discussion avec des brigadistes de retour du Nicaragua, et une conclusion unanime : l'effort de solidarité doit être sans précédent.

Un chanteur occitan nous écrit

Veillez trouver ci-joint un abonnement pour six mois à Rouge ainsi qu'une commande d'un exemplaire de votre brochure « Batre l'austérité — Affirmer une gauche anticapitaliste ».

Je suis presque toujours d'accord avec les analyses développées dans Rouge, je ne regrette qu'une chose : la parisienneté, le classicisme de la rubrique culturelle qui ne reflète pas du tout la diversité culturelle de la société française. Notre société est de plus en plus pluriculturelle et ça ne transparait pas (ou très peu) dans vos pages : la culture existante et celle qui reste à faire, voilà pourtant aujourd'hui un sujet brûlant pour notre société. La France ne se limite pas à Paris, vos sections locales et régionales ne pourraient-elles pas collaborer à cette page culturelle. Attention : je ne dis pas que ce que vous exposez est inintéressant, mais disons que c'est trop parisien, trop « maigre » en informations, pas assez original et disons, pour résu-

mer, pas assez représentatif du bouillonnement culturel actuel. (...)

Je prends un exemple : dans l'annonce des programmes de télévision, vous passez sous silence nombre d'émissions super-intéressantes : ainsi, dans le cadre de l'émission « Mosaïque », le film de Tewfik Fares sur la vie des prisons de Lyon et, plus particulièrement, sur les immigrés qui y sont enfermés.

Ceci mis à part, l'hebdo Rouge est très intéressant, très attachant même, j'y apprécie beaucoup vos analyses précises, concises.

En 1985, le PS et le PC, chacun de son côté, vont déposer sur le bureau de l'Assemblée nationale un projet de loi relatif aux langues et cultures de France (autochtones et non-autochtones), en parlerez-vous dans Rouge ? Vous exprimerez-vous à cette occasion sur un sujet que vous abordez rarement ? (...)

Fraternellement, E. F., chanteur occitan.

LA PUBLICATION DES «NOTES» DE JEAN KANAPA

Le temps des «complots»

L'éditeur Olivier Orban vient de publier, avec grand tapage de presse à l'appui, un livre intitulé « Kremlin-PCF : conversations secrètes ». Il s'agirait des notes prises par Jean Kanapa lors de la crise qui, en août 1968, a conduit à l'intervention soviétique en Tchécoslovaquie. Le bureau politique du PCF, dans un communiqué publié dans l'Humanité du 10 novembre, se garde bien de dénoncer un faux mais s'élève en termes très violents, contre ce qu'il qualifie de « véritable entreprise de déstabilisation du parti et de sa direction ».



Jean Kanapa est mort en 1976

Précédés d'une introduction non signée, le livre rassemble dix documents dont, dans un avertissement liminaire, l'éditeur garantit « l'authenticité ».

Il s'agit d'abord de « notes » qui se présentent comme la reprise quasi in extenso des entretiens entre Souslov, Ponomarev et Waldeck Rochet, le 16 juillet, toujours à Moscou, et entre Dubcek et Waldeck Rochet, à Prague, le 19 juillet. Ce dernier entretien ayant déjà été partiellement publié dans l'Humanité du 18 mai 1970.

Est reproduite également la lettre que le bureau politique du PCF aurait adressée à Brejnev le 23 juillet 1968. Lettre dans laquelle il est écrit : « A notre avis, il faut exclure toute intervention directe de l'extérieur et ob-

tenir par la persuasion que la direction du Parti communiste de Tchécoslovaquie agisse elle-même en s'appuyant sur la classe ouvrière et sur toutes les forces conscientes que leurs intérêts, comme ceux de la Tchécoslovaquie, résident dans le socialisme, dans l'amitié et la coopération active avec tous les pays socialistes ».

Il s'agit ensuite de deux notes rédigées par Kanapa à l'intention de Waldeck Rochet. L'une, avant l'intervention soviétique, analyse les évolutions en cours en URSS et au Kremlin. L'autre, de septembre 1968, prépare une réponse au mémoire transmis par les soviétiques le 31 août. Kanapa y argumente le « désapprobation » de l'intervention.

La troisième série de documents concerne la session

du comité central du PCF tenue les 20 et 21 octobre à Ivry-sur-Seine. Ce sont des notes prises à partir des interventions de Plissonier,

rapporteur, et de Jeannette Thorez-Vermeersch qui allait, à cette occasion, démissionner du bureau politique et du comité central. Ces

notes sont accompagnées de commentaires rapides qui préparent un document que Kanapa aurait rédigé dans la nuit du 20 au 21 octobre.

On trouve enfin des documents ayant trait aux discussions entre Brejnev et Waldeck Rochet, à Moscou, le 4 novembre 1968. Ils font apparaître les étapes difficiles conduisant à un communiqué final marquant le recul de la délégation française.

De tels textes sont loin de bouleverser l'histoire. Le bureau politique du PCF lui-même souligne qu'ils n'apportent rien de neuf sur l'histoire du PCF lors des événements dramatiques de l'été 1968.

Pour sa part, Philippe Robrieux, dans le Monde du 10 novembre, souligne les limites des documents fournis. Ils ne disent rien du comité central du 22 août, ni de l'entrevue entre Waldeck Rochet et Luigi Longo du même jour.

Une intelligence lucide

Il n'empêche que le livre fait mouche et que l'émoi dont témoignent les réactions de la direction du PCF n'est pas feint. Les documents donnent une incontestable impression d'authenticité et il semble bien, en effet, que les dossiers personnels de Kanapa sont ouverts au lecteur.

Le montage des textes témoigne d'un talent indiscu-

table et d'une connaissance approfondie du PCF. Même si le ton délibérément « aguicheur », relevant davantage du roman d'espionnage que de l'étude historique, peut agacer.

Il n'en est pas moins vrai qu'on pénètre, au fil de la lecture, dans le secret d'entretiens entre une direction du PCF qui pressent l'imminence de la catastrophe, sans posséder les moyens de la conjurer, et des bureaucrates soviétiques tout puissants et pour lesquels les jeux sont décidés.

En même temps, c'est la réflexion même d'un homme que l'on voit en œuvre. Vrai intellectuel et bureaucrate de haut vol, Kanapa apparaît comme l'éminence grise de Waldeck Rochet : celui qui observe et analyse les évolutions en cours au Kremlin. Immérgé au plus profond de l'univers gris du « mouvement communiste international », il ne saurait ressentir la vibration révolutionnaire du prolétariat tchécoslovaque, qu'il ne perçoit même pas. Mais son intelligence lucide lui permet d'appréhender les sésimes qui se préparent, de voir les failles de ce « mouvement communiste » dont il a fait sa raison d'être. Et, quasi désespérément, il s'efforce de susciter un « écart » entre le PCF et le Kremlin, suffisant pour atténuer une onde de choc qu'il sent menaçante.

Francis Sitel

Une opération de déstabilisation ?

Tel un complot, « l'affaire » des notes de Kanapa revêt la trouble opacité des énigmes et se prête aux interprétations les plus contradictoires.

Avec une complaisance appuyée, l'auteur ou les auteurs de l'introduction soulignent l'actualité des documents qu'ils livrent au public. « Dans ces pages brûlantes d'actualité — qu'on remplace le nom de Tchécoslovaquie par Pologne ou Afghanistan et on mesurera la présence de ces écrits — la moindre phrase, le plus petit mot, la plus simple virgule portent la griffe de l'Histoire. »

Est-ce à dire que c'est au sein même du PCF, du côté des « renovateurs », qu'il faut chercher l'origine de l'opération ? Peu discrètement, tout est agencé de façon à orienter dans cette direction. L'insistance mise à

souligner les retards successifs pris par le PCF, l'accumulation des occasions manquées, pour une salubre rupture avec l'étreinte étouffante du Kremlin. La valorisation de Kanapa et, à travers lui, de Waldeck Rochet, présentés comme les promoteurs d'une politique allant en ce sens. Avec, en creux, ce qui ne peut apparaître que comme l'immobilisme de Marchais. Marchais, dont quasiment rien n'est dit, sauf une petite note annexe qui le présente en ces termes : « Au moment où nous mettons sous presse, toujours secrétaire général du PCF » !

Le crime serait donc profitable aux dits « renova-

teurs » ? Pour s'en convaincre, encore faudrait-il leur attribuer un courage ou un esprit suicidaire dont ils n'ont jamais fait preuve jusqu'à ce jour...

A l'inverse, rien n'interdit de penser que l'opération peut être tournée contre eux, afin de les discréditer comme « éléments anti-parti ». Ou qu'ils sont visés pour, à travers eux, mettre en difficulté la direction elle-même, voire le PCF dans sa totalité.

Le bureau politique s'alarme et déclare à propos de la « bonne » préparation du XXV^e Congrès : « C'est précisément cela que les adversaires de tous bords de notre parti veulent à tout prix empêcher en pesant par tous les moyens sur la préparation du XXV^e Congrès, en se livrant à une véritable entreprise de déstabilisation du parti et de sa direction en essayant d'accréditer l'image d'un parti occupé en permanence à de sombres querelles internes. »

Car c'est la direction elle-

même qui prête le flanc à de telles opérations. Parce que, en dernière instance, sa propre logique peut être qualifiée de « conspiratrice ». Ainsi, lorsque, plutôt que d'aborder le réel bilan critique de sa politique, y compris la participation au gouvernement, elle s'engage dans une mise en cause du cours engagé il y a vingt-cinq ans (sous la direction de Waldeck Rochet). De même lorsque, loin d'aborder de front et dans la clarté le problème des pays de l'Est, du stalinisme, de la Pologne, elle s'abrite derrière des formules codées visant à exorciser les interrogations des militants sans rien mettre en cause sur le fond.

N'est-ce pas d'elle-même que la direction du PCF se déstabilise lorsqu'elle engage une vaste entreprise de révision de l'histoire du PCF et de redéfinition stratégique qui ont pour principale fonction de « verrouiller » le débat interne ?

F. S.



QUEL AVENIR POUR LA FEN (2)

La réaction de la CGT

Comment la CGT réagira-t-elle à la tentative d'implantation de Force ouvrière dans l'enseignement ? Tirera-t-elle prétexte d'un score, même modeste, de FO aux élections professionnelles du 3 décembre, pour syndiquer elle-même tous les enseignants ? Comment le courant « Unité et action » dans la FEN répondrait-il à une ouverture de la CGT ?

Les enseignants communistes pensent-ils qu'ils seraient plus efficaces dans la CGT que dans la FEN ? Certainement. La direction communiste croit-elle que le syndicalisme unitaire, avec son droit de tendance, fait écran aux « nécessaires clarifications », derrière lesquelles se cache si souvent une volonté de division ? Assurément.

Mais les communistes sont dans la FEN depuis trente-six ans qu'elle existe. Trois raisons expliquent, au fond, qu'ils ne l'aient pas déjà quittée : la première est qu'ils y ont, pendant toute une période, élargi leur audience au point d'espérer un temps conquérir la majorité fédérale. La deuxième est que la stratégie d'Union de la gauche excluait la division de la FEN. La troisième est que le coût d'une scission aurait toujours été supérieur au gain qu'elle aurait pu rapporter. Chacun de ces facteurs a joué en faveur du maintien de « Unité et action », la tendance animée par les militants du PCF dans la FEN, à des périodes successives de l'histoire de la fédération.

La progression de UA

La tendance « Unité et action » (UA) a progressé nettement entre 1967 et 1971. Elle conquiert la majorité de plusieurs syndicats nationaux : au SNES (second degré) et au SNEP (éducation physique) en 1967 ; au SNPEN (professeurs d'écoles normales) en 1968 ; au SNCS (chercheurs) et au SNESup (universités) après les événements de 1968. La majorité fédérale, « Unité, indépendance et démocratie » (UID), est mise en minorité dans plusieurs sections départementales. Son score aux congrès nationaux chute régulièrement : 66 % en 1965 ; 63 % en 1967 ; 56 % en 1969 ; et

54 % en 1971. « Un vent de panique souffle à l'intérieur — et surtout à l'extérieur de la FEN — que l'on présente comme dépassée et vouée à l'éclatement prochain », écrit Robert Cheramy, ancien dirigeant UID (1). L'appareil UID se ressaisit.

Mais la raison principale du redressement de UID vient d'ailleurs de la reconstruction du Parti socialiste lui-même à partir de 1971, et de la signature du Programme commun un an plus tard.

La poussée de UA dans la FEN est donc bloquée au moment où l'Union de la gauche est scellée. L'élan de UA, qui aurait pu, une première fois, la conduire jusqu'à la CGT, se brise sur le mur de l'accord PS-PC. De cette période, il reste la conviction, dans les rangs du PC, que jamais plus la direction de la FEN ne laissera UA s'approcher d'une position majoritaire. Une perspective historique s'est fermée : une plaie mal cicatrisée, qui va s'ouvrir aux premiers signes de division des partis de gauche, en 1978.

Des pressions à la tension

Dès lors, les pressions pour le passage de UA à la CGT viendront des deux côtés. D'abord de la FERC-CGT (3), dont les militants réclament l'élargissement. Le 40^e congrès confédéral, en décembre 1978, aborde le sujet. L'intervention qu'y fait G. Séguéy est diffusée à sept cent mille exemplaires aux enseignants. Mais la décision est renvoyée au Comité confédéral national de janvier 1980. Entre-temps, une tribune de discussion est ouverte dans *le Peuple*. La direction confédérale amortit ainsi les pressions scissionnistes, que sa politique de division a pourtant nourries car elle redoute un échec cuisant, que G. Séguéy

analyse ainsi : « Il faut bien comprendre que les enseignants sont extrêmement attachés — et à juste titre — à l'unité dans leur organisation. y compris la plupart de ceux qui désirent un rapprochement avec les centrales ouvrières. et avec la CGT en particulier. » Il ne veut « rien faire qui puisse être interprété comme une tentative scissionniste d'inspiration opportuniste ».

Mais, du côté UA, la tension monte : on y reprend les attaques contre le droit de tendance ; on y insiste sur le « centralisme bureaucratique » dans la FEN ; on y souligne les « aspirations à l'unité avec les autres travailleurs au sein d'une confédération syndicale commune » ; on y prend des initiatives d'action en marge de la FEN et en alliance avec d'autres syndicats, autonomes ou SGEN ; on y réclame très fort la syndicalisation des PEGC (enseignants dans les collèges) du SNI (UID) au SNES (UA) (4).

Finalement, c'est encore l'union retrouvée des partis de gauche au sommet, après la victoire de Mitterrand qui donnera un répit à la FEN à partir de 1981. Celle-ci retire une carte du jeu du PC : celle d'un éclatement du PS, sur laquelle il pouvait miser en cas de défaite électorale. Par contre, la participation au gouvernement lie les mains des syndicalistes communistes.

Jusqu'à-là, la direction du PC, consciente du prix à payer pour une scission, a su contenir les pressions, tout en les utilisant contre les socialistes dans la FEN. Mais il faut actualiser le diagnostic : les freins à un départ de UA vers la CGT fonctionneront-ils encore ?

Car, voilà : les ministres communistes ont quitté le gouvernement et le XX^e Congrès du PCF théorise l'abandon d'une « stratégie d'Union » conduite pendant vingt ans. Façon de dire que la division est durable. L'ombre d'un accord de sommet ne plane donc plus au-dessus de la tête des syndicalistes communistes.

De plus, l'initiative de FO facilite singulièrement le travail de la CGT : si celle-ci décidait de s'implanter dans l'enseignement, elle aurait beau jeu de s'appuyer sur le « précédent » créé par FO (et le SGEN-CFDT).

On peut donc craindre sérieusement que la direction du PC cherche à créer les conditions d'un transfert de UA vers la CGT. Qu'elle y réussisse est une autre affaire.

Mais le fait nouveau est celui-ci : les dirigeants communistes ne cherchent plus tant à éviter le pire qu'à réduire le prix d'une scission à un niveau qui la rendrait acceptable.

Les militants de la CGT auraient tort de croire que les enseignants et les travailleurs gagneraient à une telle opération : ils peuvent penser que leur syndicat est le meilleur, mais ils ne peuvent ignorer ni l'échec que serait la fin du dernier bastion syndical unitaire ni les conséquences de la division syndicale dans l'enseignement face aux attaques dont l'école est la cible.

Le temps de convaincre

En dernier ressort, la décision appartiendra aux militants UA dans la FEN : répondront-ils à une ouverture de la CGT ? Certains le feraient avec soulagement ! Mais, il est acquis que la grande majorité de la base syndicale UA n'est pas prête à rejoindre la CGT. Il est donc probable que la direction de UA prendra le temps de convaincre... Un départ brutal, par exemple à l'échéance du congrès de la FEN en février 1985, est absolument exclu. Sans doute préférera-t-elle faire monter la pression sur les mêmes thèmes qu'en 1979. Les congrès du SNES, en mars, et du SNI, en juin, seront autant de relais. De son côté, la FERC-CGT pourrait, à son congrès de juin, lancer un appel au Comité confédéral national, pour la syndicalisation des enseignants à la CGT. La rentrée 1985 ferait rebondir la polémique sur les questions revendicatives. Il sera temps pour la direction communiste de faire le point : précipiter les échéances, attendre les législatives de 1986, ou reculer ?

Rien n'est encore acquis : ni la division ni l'unité. De l'intervention des syndiqués, et d'eux seuls, dépend l'issue.

Nicolas Jeanson

1. FEN : 25 ans d'unité syndicale, EPI, 1974.

3. La FERC-CGT (Fédération de l'éducation, de la recherche et de la culture) syndique les professeurs de LEP, ainsi que les agents.

4. Ou va la FEN ? Brochure LCR, novembre 1980.

● La semaine prochaine : Forces et faiblesses de la FEN

CHILI

Opération «Limpieza»

Raul Silva Henriquez. C'est le nom du cardinal primat du Chili. C'est aussi le nom d'un bidonville situé à quinze kilomètres de la capitale où vivent depuis plus d'un an 17 000 personnes sans logement.

Le général Pinochet a déclenché une opération « *limpieza* », ce qui veut dire propreté. Mais pour lui, ce nettoyage a un sens bien précis : laver le Chili de toute trace de la « subversion internationale », du communisme, du marxisme.

Les équipes de « nettoyage », armée et police appuyées par des hélicoptères, ont encerclé la *poblacion* samedi 10 novembre dès 6 heures du matin. Durant sept heures, les interpellations se poursuivent pour se conclure par 323 arrestations. 60 personnes ayant des « antécédents subversifs » et 263 « délinquants » sont revenus dans les filets de la dictature.

Le Chili n'avait pas connu une rafle de cette ampleur depuis le coup d'Etat du 11 septembre 1973. Elle inaugure le retour à l'état de siège annoncé par Pinochet le 6 novembre. De 1973 à 1978, le Chili avait déjà connu l'état de siège qui n'avait été levé que pour faire place à l'état d'urgence. Subtile nuance dans la gradation de la répression.

Le régime de Santiago avait un peu retouché sa vitrine en confiant la responsabilité de Premier ministre et de ministre de l'Intérieur à un civil, Sergio Onofre Jarpa ; le commandant en chef de l'armée de l'air, Fernando Mattei s'était même prononcé en faveur d'un dialogue avec l'opposition. Ces maigres ouvertures n'ont en rien changé la dictature : Onofre est toujours à la tête du gouvernement et l'état-major est soudé derrière Pinochet.

L'état de siège, avec ses conseils de guerre, la militarisation des entreprises, la censure et le couvre-feu étendu à la moitié du pays démontre que le tyran chilien a choisi de frapper toujours plus dur une population qui s'est progressivement relevée du coup de massue de septembre 1973.

La *protesta* des 29 et 30 octobre a été marquée par une grève lancée par le « Commandement national des travailleurs au cours de laquelle 95 % des transports urbains ont été paralysés. L'absentéisme a atteint 50 % dans l'industrie et l'université. C'est la première fois qu'une journée de mobilisation contre le régime prend cette forme et cela explique que les courants d'opposition se soient divisés sur cette question.

L'Alliance démocratique que vertèbre la Démocratie chrétienne a bien du mal à trouver sa place entre la junte et le mouvement des masses. Elle n'appelait pas à la *protesta* soutenue par le Mouvement démocratique populaire, animé par le Parti communiste et le MIR, membre de cette coalition depuis sa mise en place en octobre 1983.

Comme son homologue sud-africain, Pinochet rafle dans les bidonvilles pour briser le mouvement de masse. Pas plus dans un cas que dans l'autre, cela ne peut suffire... Face à Pinochet, la question qui reste posée est : comment frapper plus fort, suffisamment fort pour l'abattre ?

Jean-Jacques Laredo



Walter Mondale, au siège du Parti démocrate.

LA NOUVELLE DONNE DES ELECTIONS AMERICAINES (1)

La débandade des démocrates

Aucune couche sociale n'a échappé à la victoire de Reagan. Seuls, les Noirs ont voté majoritairement contre lui. L'électorat traditionnel du Parti démocrate s'est effiloché. Manifestement, la vieille tradition démocrate n'est plus en prise avec la réalité.

Comme prévu, Reagan a été réélu. Il a réuni 59 % des voix, contre 41 % à Mondale et il a rasé la majorité absolue dans 49 Etats sur 50 dans le pays. Seuls le Minnesota, l'Etat de Walter Mondale et le District fédéral de Columbia (Washington) où les Noirs forment les trois quarts de l'électorat ont résisté à la vague républicaine.

Cette réélection n'est pourtant pas le « raz-de-marée » que se plaisent à décrire la presse et les chaînes de télévision. Reagan n'est élu que par 41 % des 124 millions d'électeurs inscrits et par 29 %, un petit tiers seulement, du corps électoral potentiel. Sur 174 hommes et femmes en âge de voter, 50, soit près du tiers, se sentent écartés de la politique au point de s'en désintéresser.

Mais la victoire de Reagan balaye les dernières notions de clivages régionaux. Il l'a emporté dans le Sud, traditionnellement démocrate et dans les Etats industriels du Nord-Est où les syndicats sont bien implantés et puissants. Plus, presque aucune couche sociale

n'échappe à la victoire du candidat républicain. Il a été élu par la majorité des hommes (63 %), mais aussi par la majorité des femmes (56 %), malgré la présence de Geraldine Ferraro comme candidate démocrate à la vice-présidence.

Le président sortant a, comme prévu, emporté la majorité du vote des protestants (67 %), mais aussi — et c'est nouveau — la majorité du vote des catholiques, là encore, malgré la présence de la catholique Ferraro. Il obtient la majorité des électeurs de toutes les tranches d'âge sans exception, réalisant même son meilleur score parmi les jeunes (62 % des 18-24 ans ont voté pour lui).

En fait, seuls les Noirs se sont montrés, dans leur écrasante majorité, réfractaires. Reagan a remporté 65 % du vote des Blancs (lesquels nationalement représentent environ 80 % de l'électorat). Par contre, il n'a eu qu'environ 10 % du vote noir. 89 % des Noirs se sont en effet prononcés pour Walter Mondale. Le vote noir représente nationalement 11 % de l'électo-

rat, mais son poids électoral peut être important dans certains Etats. Ainsi le Sud a démontré une réalité nouvelle : les clivages politiques y correspondent désormais aux clivages raciaux.

La victoire de Reagan dans le Sud est en effet impressionnante, et a été obtenue grâce aux suffrages massifs des Blancs. Désormais, il semble qu'il y ait deux partis dans le Sud, un électorat républicain blanc et un électorat démocrate noir.

Aux défections de l'électorat traditionnel démocrate s'ajoutent les abstentions de progressistes, de libéraux, de gens de gauche, inorganisés, assez lucides pour analyser la faillite démocrate mais pas assez conscients pour produire un vote contre Reagan.

Les sondages réalisés à la sortie des bureaux de vote semblaient indiquer qu'une des raisons principales de l'ampleur de la victoire de Ronald Reagan réside dans la bonne tenue de l'économie américaine, ainsi que la promesse du président de continuer à réduire les dépenses fédérales, et son engagement à ne pas augmenter les impôts. Les Américains, oubliant leurs 35 millions de pauvres, dont beaucoup boudent les urnes, ont célébré, à leur manière, une incontestable reprise économique avec une inflation maîtrisée et un chômage en recul. Reagan a donc su s'approprier une reprise économique venue au bon

moment et que tous les spécialistes économiques jugent éphémère.

Mondale a été aussi victime de son passé, de la politique suivie par son parti et par lui-même, qui a inauguré l'austérité à l'intérieur et la confrontation à l'extérieur, des votes des élus démocrates qui ont approuvé les budgets de la Maison-Blanche en 1981 et 1982.

Ces élections marquent pourtant un tournant dans le visage politique des Etats-Unis. L'électorat du Parti démocrate — le parti le plus puissant — s'est effiloché. Comme si les démocrates ne savaient plus où ils en sont ni qui ils sont. Les citadelles, qui faisaient la stabilité électorale des démocrates ne sont plus. En fait, la base idéologique, l'unité politique n'ont pas résisté à la crise économique.

Manifestement, au vu des résultats, la vieille tradition démocrate n'est plus en prise avec l'époque. Des hommes comme Jesse Jackson qui parle du « *très large et loyal vote des Noirs* » et Gary Hart qui veut récupérer le vote des jeunes ont révélé avant les élections cet échec. Chacun à sa façon. D'ailleurs ils se positionnent déjà pour 1988. Reste à savoir pourquoi les démocrates ont perdu leur électorat traditionnel et devant quelle alternative ils se trouvent ?

Alain Gwenn

● Prochain article : la faillite de la coalition du New Deal

Le deuxième sexe d'hier et d'aujourd'hui

A partir du 14 novembre, la télévision consacre six séries d'émissions, chaque mercredi soir, à l'œuvre maîtresse de Simone de Beauvoir, « le Deuxième Sexe ». La réalisatrice, qui a travaillé en collaboration avec Beauvoir, restitue l'actualité du livre à travers enquêtes, interviews, et documents divers, tirés de la période immédiatement contemporaine. Une invitation à lire ou relire un ouvrage qui a marqué de son influence des générations de féministes.

Paru en 1949, le *Deuxième Sexe* est tout, sauf un livre de circonstance ; le féminisme traverse un long désert de près de cinquante ans qui sépare la floraison des années vingt de la renaissance des années soixante-dix. Ce n'est pas un livre militant, au sens étroit du terme : en 1949, les seules femmes organisées comme telles sont dans la mouvance du PC et défendent la paix au nom de l'éternel féminin.

Le *Deuxième Sexe* est l'aboutissement de la réflexion d'une intellectuelle sur cette image curieuse, étrangère et frustrante que la société lui renvoie d'elle-même et dans laquelle elle ne se reconnaît pas : elle est femme. « J'ai longtemps hésité à écrire un livre sur la femme. Le sujet est irritant, sur-

tout pour les femmes », écrit-elle en introduction. Qui, à l'époque aurait songé à écrire sur la condition masculine ? Les hommes blancs de la classe dominante n'étaient pas objets d'étude (et ils ne le sont guère devenus) ; ils étaient l'Histoire et l'Homme dans l'Histoire. « Les hommes ne songent jamais à se poser comme individus d'un certain sexe ; qu'ils soient hommes, cela va de soi. » En revanche une femme se pose comme femme, en se demandant « Qu'est-ce qu'une femme ? » Le livre de Simone de Beauvoir veut répondre à cette question.

A sa parution, la question et ses réponses déchaînent les passions. Tous les bons esprits lui reprochent de ne pas comprendre la maternité — ce qui est normal, ajoutent-ils, puisqu'elle n'est pas mère. Mauriac l'insulte, Camus estime qu'elle a ridiculisé le « mâle latin », Jeannette Vermeersh oppose les saines traditions des filles et mères travailleuses de France aux élucubrations décadentes d'une intellectuelle coupée du peuple.

Une surprenante actualité

Est-ce parce qu'il fut à contre-courant que ce livre a gardé aujourd'hui une étonnante jeunesse ? Sans doute n'écrirait-on plus l'histoire des femmes comme Beauvoir le fait ; la recherche historique en ce domaine a beaucoup évolué depuis dix ans. Sans doute la description de l'éducation des filles, celle des mécanismes mentaux qui conduisent à accepter un « destin de femmes » est-elle en partie caduque ; le féminisme a remodelé les mentalités sans d'ailleurs faire disparaître totalement les anciens comportements. Mais l'essentiel est dans l'analyse qui est faite des processus de domination des femmes.

Beauvoir s'attache à tous les aspects de la condition féminine, et l'analyse est impitoyable. Il fallait oser dire en 1949 que le sentiment maternel est une construction mentale, qui échoue parfois, et non un instinct. Il faut lire et faire relire aujourd'hui à toutes les adeptes de la néo-féminité, ces pages sur le travail domestique, décrit comme un modèle d'aliénation. Il faut lire



Simone de Beauvoir.

et relire ces passages montrant les femmes rusant avec le monde des hommes, s'adaptant à l'image requise, la contournant parfois, presque toujours insatisfaites parce qu'acculées à des choix impossibles entre une liberté qu'apporte la solitude, et une tranquillité issue de la soumission.

On peut discuter de ce qui pour Beauvoir est la racine de l'oppression des femmes. Elle a une vision très « historique » qui attribue à la fonction maternelle la défaite des femmes, dès l'origine de l'homme, défaite qui se serait perpétuée. C'est ne pas voir ce qui, à chaque étape de l'histoire de l'humanité permet à l'oppression, non seulement de se perpétuer, mais de se remodeler, de s'adapter à un nouveau mode de production, et de contribuer à son efficacité. Mais son analyse reste d'une grande pertinence en ce qu'elle situe — même imparfaitement — la domination des femmes dans l'histoire et

non dans la nature : « On ne naît pas femme, on le devient. »

Surtout les concepts de l'existentialisme lui ont permis de remarquablement cerner le statut de « l'être femme » dans la pensée collective. Dans la langue française, le masculin est à la fois masculin et neutre ; le féminin est une spécificité. La langue reflète une pensée où l'homme est le référent, le sujet, tandis que la femme est l'autre, l'objet. *Deuxième sexe* à l'état-civil, la femme est définie par rapport aux hommes, et jamais dans son existence pour elle-même.

Cette analyse, quoique fort efficace, pourrait commencer à être nuancée : le féminisme a fait naître une conscience pour soi des femmes. Mais c'est aussi cette adéquation/décalage entre le livre et la réalité de 1984 que l'émission de télévision veut montrer.

Alors, à mercredi, devant les postes !
Frédérique Vinteuil

Le cirque et le jouet

Mieux que les vitrines du boulevard Hausmann ; l'exposition « Le cirque et le jouet », au musée des Arts déco jusqu'au 28 janvier, nous emmène dans un monde en mouvement fantastique et coloré où le jouet n'est plus une marchandise de bazar mais un témoin de notre histoire. Des milliers de figurines, clowns, jongleurs, automates, fauves nous promènent à travers les plus grands cirques du monde de 1860 à nos jours. Pas moins de dix chapiteaux entièrement reconstitués étalent leurs splendeurs : chaque détail y est une merveille, instantané de l'histoire du cirque fixé par l'artiste.

Cirque d'hier, cirque d'aujourd'hui, la tradition continue bien vivante : Annie Fratellini et son Ecole du cirque qui animent l'exposition le mercredi et le samedi sont là pour nous le rappeler. — Musée des Arts décoratifs, 107, rue de Rivoli. 260 32 14

Amandine



● **Dimanche** 20 h 35 (TF1), *Nous irons tous au paradis* d'Y. Robert... suite du film

de lundi dernier, et (comme toutes les suites) un manque de nerfs et d'idées de scénario

que n'arrive pas à compenser le talent des comédiens (Bedos, Brasseur, Rochefort et Lanoux).

22 h 30 (FR3), *Secret Agent* d'Alfred Hitchcock. Adaptation ironique et réussie du personnage d'Ashenden, créé par Somerset Maugham.

● **Lundi** 20 h 35 (TF1), *RAS* d'Y. Boisset avec J. Spiesser, J. Weber. Le plus percutant des films de Boisset ; un

constat remarquable de l'état d'esprit du contingent au moment du rappel des appels durant la guerre d'Algérie. Avec *Avoir vingt ans dans les Aurès*, sorti la même année, *RAS* prouve que cette sale guerre n'est plus vraiment un sujet tabou... vingt ans plus tard !

20 h 35 (FR3), *le Scandale* de C. Chabrol avec A. Perkins, M. Ronet. Le cinéma de Chabrol n'a plus la

virulence de ses débuts, mais il a néanmoins de beaux restes, lorsque le sujet lui permet de tremper sa caméra dans l'acide. Inégal mais intéressant.

● **Mardi** 20 h 35 le choix entre un mauvais film soviétique *les Tiganes montent au ciel* et une poussive adaptation de la géniale saga de Zévaco *le Capitaine* avec J. Marais et Bourvil...
● **Mercredi** 21 h 25 (TF1),

le Deuxième Sexe (voir ci-contre).

● **Vendredi** 23 h (A2), *Ren-de-vous de juillet* de J. Becker avec D. Gélin. Une curiosité ethnographique peut seule vous pousser au détour tardif du ciné-club d'Antenne 2 ce soir. Si vous voulez savoir comment réagissait la jeunesse des années cinquante, allez-y sans crainte... sinon, gare à la poussière !

INTERVIEW DE CLAUDE GABRIEL, DE RETOUR DE NOUVELLE-CALEDONIE

« Le gouvernement prépare une solution néo-coloniale »

Le 18 novembre auront lieu les élections territoriales en Nouvelle-Calédonie. Elles seront boycottées activement par les indépendantistes. Notre camarade Claude Gabriel a passé plusieurs semaines en Nouvelle-Calédonie à l'occasion du congrès du FLNKS, en septembre dernier, où il représentait la LCR.

● Tu as passé plusieurs semaines en Nouvelle-Calédonie où tu as assisté au congrès de fondation du Front de libération nationale kanake et socialiste. Quels sont les enseignements de ce congrès.

J'étais le seul représentant d'une organisation française à ce congrès. Cela illustre assez bien l'isolement actuel de la lutte de libération vis-à-vis du mouvement ouvrier français. Les militants du Front n'expriment d'ailleurs aucun sectarisme envers les grandes organisations ouvrières françaises. Ils ne font que constater que celles-ci se rangent actuellement dans le camp du colonialisme. L'accueil qui est fait aux militants de la LCR est toujours

« Le passage du Front indépendantiste au FLNKS est un pas vers une plus grande unité »

très chaleureux, dans la mesure où nous avons été sans faille aux côtés des organisations indépendantistes.

Le congrès par lui-même a surtout montré la forte volonté unitaire de la base qui provient de la force du sentiment national face au colonialisme français. Ce n'est que plus récemment que ceci a pris la forme d'une nécessaire unité organisationnelle des formations politiques. Le passage du Front indépendantiste au FLNKS est un pas vers une plus grande unité.

● Comment était la situation lors de ton séjour.

L'essentiel de la radicalisation du mouvement vient traditionnellement de la question de la terre en brousse. Le colonialisme français a parqué les tribus kanakes sur des territoires exigus et s'est accaparé l'essentiel des bonnes terres. Le peuple considère donc, à juste titre, les grandes propriétés coloniales comme des terres qui lui ont été volées et qu'il doit récupérer.

Mais en même temps cela rend difficile l'éclosion d'un mouvement national très structuré et centralisé. Or, un élément nouveau de la situation là-bas, c'est le développement des grèves à Nouméa et dans sa région.

Ces grèves sont maintenant d'une extrême fréquence. Elles opposent un prolétariat où se mélangent Kanaks et non Kanaks (Polynésiens, Wallisiens, etc.) à un patronat raciste et fasciste. Ces grèves ont renforcé le poids du syndicat USTKE qui en a dirigé la plupart. Il y a maintenant possibilité d'une combinaison des luttes pour la récupération des terres et des luttes menées par un syndicat qui se réclame de l'indépendance kanake et socialiste, et qui est membre du FLNKS.

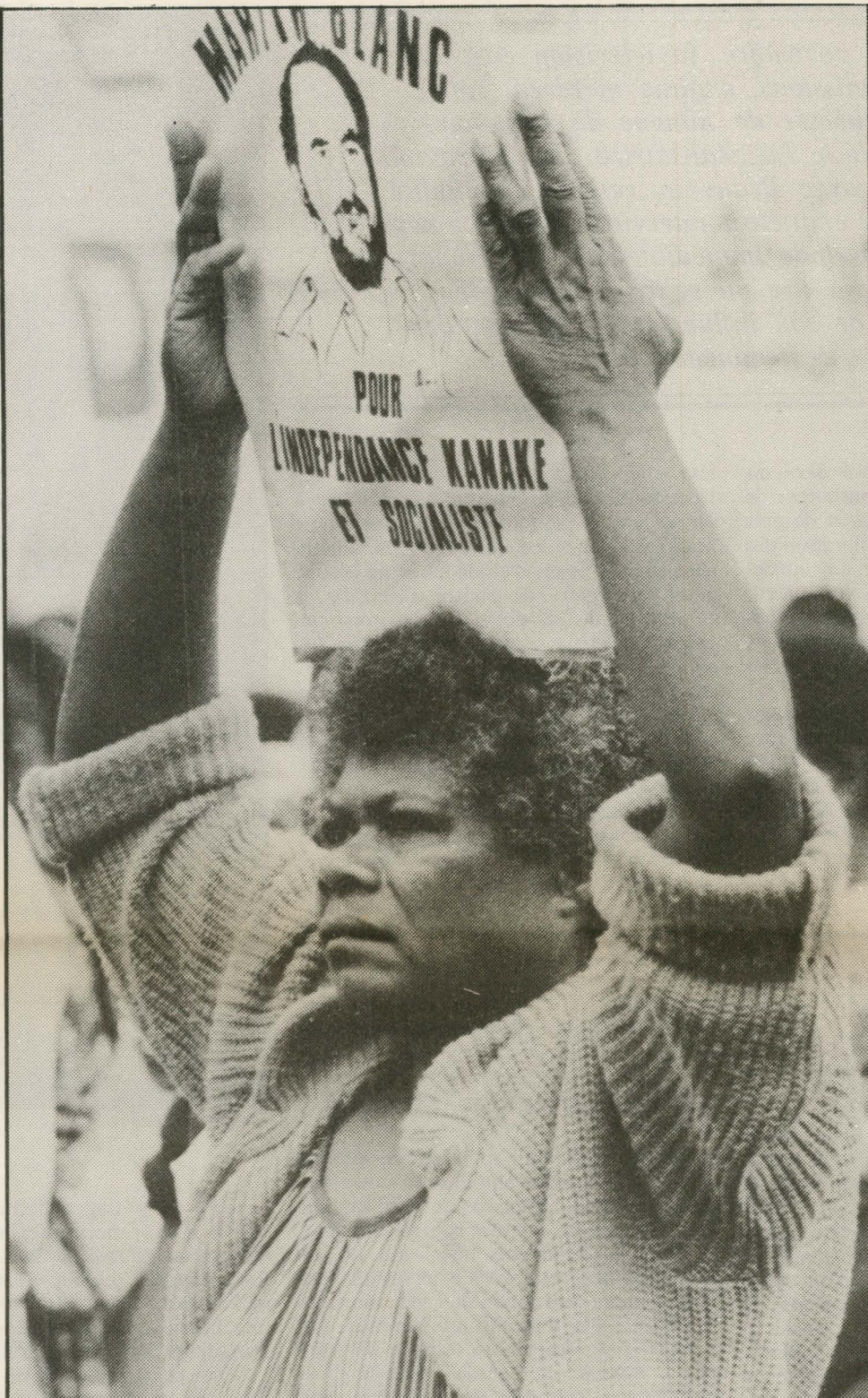
C'est sans doute ce qui fait que la tension politique monte aujourd'hui en Nouvelle-Calédonie. Il y a certes la décision de boycott des élections territoriales le 18 novembre prochain, prise lors du congrès, mais ce qui exaspère le plus les colons et l'administration c'est l'assurance grandissante des Kanaks qui apprennent de plus en plus à s'organiser et à diriger leurs luttes.

● Quelles sont les perspectives immédiates du FLNKS et quelles luttes peut-il organiser à court terme pour faire reculer le pouvoir ?

Le FLNKS a décidé de boycotter les

« Une grande partie des enjeux stratégiques se jouera à Nouméa »

élections. Il sait qu'un tel mot d'ordre nécessite un très haut degré d'organisation et de préparation des masses. Le pouvoir colonial n'a aucune envie de se ridiculiser à cette occasion et vient d'annoncer le doublement des effectifs de gardes mobiles dans l'île. Lemoine a repris à son compte la vieille politique des anciens gouverneurs d'Afrique : chercher une troisième force, un groupe kanak prêt à se faire l'avo-



cat de ses positions. Il l'a trouvé avec le groupe Libération kanake socialiste (LKS) qui a décidé d'aller aux élections et de s'inscrire dans le projet Lemoine.

Il n'est pas exclu comme cela vient de se produire à Poindimié que les premiers heurts se passent entre Kanaks. Sur le long terme le FLNKS aura à résoudre une série de difficultés politiques. Le colonialisme français dans cette île est particulièrement arriéré et Lemoine prépare une indépendance néo-coloniale, avec un régime où « cohabiteraient » Kanaks et colons.

Lemoine a incontestablement l'appui d'une partie du Rassemblement pour la Calédonie dans la République (lié au RPR) pour ce projet. La lutte pour l'indépendance va donc prendre de plus en plus la forme d'une lutte « contre l'indépendance néo-coloniale ». Et c'est évidemment sur ce terrain que

Lemoine attend le FLNKS.

● Ne crois-tu pas que le syndicat USTKE peut, dans ces conditions, renforcer le caractère social, ouvrier de cette lutte ?

L'USTKE est une toute nouvelle organisation fondée en 1982. En deux ans elle est parvenue à regrouper environ deux mille adhérents avec plusieurs points forts. Une grande partie des enjeux stratégiques se jouera à Nouméa. C'est là que peut se confirmer le contenu social réel de cette lutte. Il peut y avoir un jour en Nouvelle-Calédonie une dualité de pouvoirs. Mais si celle-ci se partage entre la brousse pour les mouvements kanaks et la ville pour la réaction colonialiste, cela peut se terminer par un fiasco pour les indépendantistes. Ce qu'il faut c'est que le pouvoir colonial soit contesté dans le

centre économique et politique, c'est-à-dire à Nouméa.

● Tu as été en brousse visiter plusieurs localités. Comment ces populations organisent-elles leurs luttes.

Dans les endroits où j'ai été la question de la récupération des terres est à l'ordre du jour. Les tribus y discutent des moyens pour y parvenir. La grande chance de cette bataille revendicative c'est que les Kanaks peuvent s'appuyer sur l'organisation traditionnelle des clans et des tribus qui maintient une tradition assez égalitaire.

Une fois qu'une terre est occupée, que le colon cède et que l'Office foncier régularise la situation la seconde étape consiste à discuter de la répartition de la terre. Il s'agit d'une lutte paysanne très avancée dans un contexte de société rurale tradi-

tionnelle. Bien sûr la question de la violence est aussi présente quand il s'agit de faire reculer des éleveurs blancs qui ne dépareraient pas en Afrique du Sud.

● La droite est assez forte en Nouvelle-Calédonie. N'y a-t-il pas là aussi un facteur de durcissement de la situation ?

Il y a en gros deux grands courants politiques de droite : le RPCR et l'extrême droite proprement dite formée de plusieurs groupuscules dont

« Un des maillons importants sera le degré de solidarité en France »

le principal est le Front calédonien lié à Le Pen. La base du RPCR est largement elle-même d'extrême droite. Minute se vend à deux mille exemplaires, le pays est absolument sous-informé de ce qui se passe en France et la presse locale est totalement réactionnaire. Pour le moment c'est le RPCR, peut-être avec l'aval de Lemoine, qui cherche à occuper le terrain pour que les groupes fascistes ne prennent pas trop d'ampleur et ne déclenchent pas, par une bavure quelconque, un engrenage irréversible.

Lorsque j'étais sur place il y a eu un meeting organisé par le Front calédonien avec un dirigeant du FN, Le Chevallier. Ils ont réuni à peu près cent personnes, ce qui est un échec.

Mais l'extrême droite là-bas inclut la majorité de la population caldoche et le problème de l'auto-défense des mobilisations de Kanaks se posera de plus en plus. La mentalité « OAS » gagnera du terrain à chaque progrès des indépendantistes. Ce sera un problème assez compliqué à résoudre pour ces derniers et en ce domaine, comme en beaucoup d'autres, un des maillons importants de sa résolution sera le degré de solidarité en France.

Enfin pour bien comprendre quelle est la politique actuelle du gouvernement français il faut rappeler que j'ai été inquiet en prenant l'avion au retour, alors que j'étais accompagné par quatre dirigeants indépendantistes membres du Conseil de gouvernement du territoire. Le Chevallier, lui, prenait en toute quiétude sa première de luxe pour rentrer sur Paris. La police a fait ce jour-là un choix qui en dit long.

Propos recueillis par Jean-Jacques Laredo